

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°4364 Jeudi 09 Avril 2026 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

Visite historique du Pape Léon XIV :

Un signal fort consacrant l'Algérie point de départ d'un message de paix universel

P.02

Nouveau découpage administratif : Une période transitoire encadrée avant le passage à 69 wilayas



P.03

Port d'Annaba :

22 000 tonnes de billettes d'acier "Made in Algeria" mettent le cap sur l'Italie

P.03



Corruption :



Scandale du stade de Douera : Un ex-wali d'Alger et d'anciens cadres au MJS lourdement condamnés

P.04

Hadj 2026 :



L'ONPO annonce la date du premier vol des pèlerins vers les Lieux Saints

P.04

Annaba :



Saison estivale : Transformation de l'espace urbain en une véritable galerie d'art à ciel ouvert

P.24

La délégation composée du ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, du ministre de l'Hydraulique, ainsi que du PDG de Sonatrach en visite de travail à Annaba

P.06



L'ARCHEVÊQUE D'ALGER

Visite historique du Pape Léon XIV: un signal fort consacrant l'Algérie point de départ d'un message de paix universel

L'Archevêque d'Alger, le Cardinal Jean-Paul Vesco, a affirmé que la visite historique du Pape Léon XIV en Algérie constitue un signal fort et un témoignage de coexistence, faisant de l'Algérie le point de départ d'un message de paix universel.

Dans une interview accordée à l'APS, le Cardinal Vesco a précisé que cette première visite d'un souverain pontife en Algérie, à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, agit comme un pont entre les mondes chrétien et musulman, tout en reflétant la richesse de l'histoire du pays.

Il a affirmé que le séjour du Pape Léon XIV en Algérie sera "plein de sens", tant par sa dimension spirituelle que par sa portée symbolique, soulignant que "c'est un responsable spirituel chrétien de premier plan qui visite un pays musulman".

"C'est un très bon signe qui redonne une profondeur à la grande histoire de l'Algérie, terre de Saint-Augustin", a-t-il déclaré. Rappelant que le Pape Léon XIV connaît déjà l'Algérie pour s'y être rendu à deux reprises avant son



pontificat, Mgr Vesco a indiqué que cette visite vise à "continuer à construire des ponts" entre les deux cultures et les deux religions et à refléter la place stratégique de l'Algérie au carrefour de la Méditerranée et de l'Afrique. Abordant les convergences entre l'Algérie et le Vatican, le prélat a mis en exergue l'"engagement commun" pour le soutien aux peuples opprimés et à la promotion de la coexistence. Cette ambition s'incarne, selon lui, dans le choix du thème de la visite : la salutation traditionnelle "Assalamu alaykum" (Que la paix soit sur vous).

Pour l'Archevêque d'Alger, le souverain pontife arrive en "homme de paix" porteur d'une parole dont le monde actuel a "infiniment besoin".

"Je serais heureux que ce message soit entendu depuis l'Algérie", a-t-il affirmé, précisant que cette parole naîtra d'un véritable échange, faisant de l'Algérie le point de départ d'un appel à la paix lancé au monde entier.

Cet appel, a-t-il mentionné, "doit inciter les croyants de toutes confessions à s'unir dans le respect d'une humanité sacrée pour faire face aux violences et aux guerres". Evoquant l'héritage de feu

Monseigneur Henri Teissier, il a souligné que l'Algérie demeure un modèle de coexistence où la différence religieuse, lorsqu'elle est "assumée", constitue une source d'enrichissement mutuel.

Pour lui, la lutte contre les discours de haine et de violence qu'il a qualifiés de "discours de peur et de fragilité", passe avant tout par une identité sereine et affirmée.

"Quand on est sûr de son identité, on n'est pas dans les discours de haine", a-t-il soutenu, appelant à un "engagement commun contre les fondamentalismes pour la construction d'un monde fondé sur le respect des traditions de chacun".

--- La colonisation française de l'Algérie a laissé des blessures profondes et des traces indélébiles. Sur le volet de la mémoire, l'Archevêque d'Alger a reconnu l'ampleur de la "violence" et du "crime colonial", soulignant que les 130 années de colonisation de l'Algérie ont laissé des blessures profondes et des traces indélébiles, notamment à travers les conséquences des explosions nucléaires dans le sud algérien.

"Il y a une blessure, parce qu'il y a une humiliation, et on n'en vient

pas à bout comme ça", a-t-il fait remarquer, déplorant le manque de "paroles de vérité" sur cette période.

Fort de sa double culture française et algérienne, le prélat a exprimé le souhait de voir émerger une reconnaissance franche des souffrances subies pour pouvoir "tourner la page".

Il a précisé avoir sollicité le Saint-Père, ainsi que les autorités compétentes, pour que les anciennes puissances coloniales assument leur responsabilité historique. "Je le demande au Pape comme je l'ai demandé à toutes les autorités en capacité de le faire", a-t-il insisté.

Établi en Algérie depuis plus de vingt ans et naturalisé algérien, le Cardinal Vesco a conclu en témoignant de son attachement à sa "patrie d'adoption", se disant marqué par la générosité du peuple algérien.

"Ici, tu seras toujours en dette d'amitié. Tu ne pourras jamais rendre l'amitié qu'on te donne. Depuis plus de 20 ans, je confirme l'exactitude de cette parole", a-t-il confié.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen de dossiers relatifs à plusieurs secteurs

Le Premier ministre, M. Sifî Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs dossiers relatifs aux secteurs de la Santé, des Affaires religieuses, des télécommunications, ainsi que d'un projet de décret exécutif sur les infractions relatives aux stupéfiants et aux substances psychotropes, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral: "Le Premier ministre, Monsieur Sifî Ghrieb, a présidé, ce mercredi 8 avril 2026, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après :

Le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les conditions et les modalités de motivation à l'identification et/ou à l'arrestation des auteurs des infractions relatives aux stupéfiants et aux substances psychotropes et/ou à mettre fin à l'infraction. Ce texte s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la drogue 2025-2029 approuvée par le Conseil des ministres qui s'est tenu le 20 avril 2025. Ce projet de texte vise notamment à consolider les mécanismes de prévention, de dissuasion et de répression de l'usage et du trafic illicites des stupéfiants, en associant les différentes franges de la société dans une démarche inclusive, à travers l'octroi d'intéressements pécuniaires et autres, aux citoyens qui fournissent des informations permettant l'arrestation des auteurs de ces infractions.

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire, le Gouvernement a

examiné un projet de décret exécutif fixant les spécifications techniques des compléments alimentaires destinés à la consommation humaine et leur encadrement.

Fondé sur les directives du programme commun de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation mondiale de la santé, ce projet de texte vise à combler le vide juridique en matière de sécurité et d'innocuité des compléments alimentaires, pour éviter les conséquences néfastes pour la santé des citoyens.

A ce titre, cette nouvelle réglementation détermine les spécifications techniques des compléments alimentaires destinés à la consommation humaine et fixe la liste des vitamines et sels minéraux autorisés et leurs doses maximales.

Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication sur l'enseignement coranique, qui constitue dans notre pays un patrimoine culturel profondément enraciné, ayant contribué à renforcer le référent religieux national à travers les générations. Les institutions religieuses et les structures d'enseignement coranique jouent un rôle central dans l'apprentissage du Coran et de ses sciences, avec plus de 1.250.000 adhérents, encadrés par près de 40.000 encadreurs.

Face à l'essor de l'enseignement coranique et afin de s'adapter à la transformation numérique, il est devenu indispensable d'organiser et de réguler cette activité, notamment en la soumettant à un cahier des charges et en apportant un accompagnement aux acteurs concernés, en vue de préserver

le référent religieux national, de renforcer la cohésion sociale, de consolider les valeurs de la modération et de connecter les jeunes générations à leur patrimoine algérien authentique.

Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur le processus de désactivation des réseaux de télécommunications G2 et G3 en Algérie ainsi que l'organisation et la sécurisation de l'acquisition des téléphones mobiles pour le marché national.

Depuis l'avènement et le déploiement des réseaux 4G et 5G sur le marché national, l'extinction des technologies 2G et 3G est devenue une nécessité, motivée par des raisons technologiques et économiques, notamment afin de permettre la libération des ressources spectrales et le développement des réseaux plus avancés de la 4G et la 5G, d'une part et la réduction des coûts de l'entretien et de la maintenance des équipements et supports des réseaux 2G et 3G, d'autre part. A ce titre, un plan d'action a été proposé pour la mise en œuvre progressive de la migration vers les nouveaux réseaux et l'extinction définitive des réseaux 2G et 3G à l'horizon 2029.

Dans le même cadre, il est impératif d'accompagner ce développement technologique par la mise à niveau de la réglementation en vigueur, afin de garantir la disponibilité des téléphones mobiles, tout en faisant face aux risques liés à la cybercriminalité et au fonctionnement des réseaux nationaux de télécommunications".

SERVICES CONSULAIRES

Chaib tient une séance de travail avec la Haut-commissaire à la numérisation

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib a tenu une séance de travail avec la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Meriem Benmouloud, dans le cadre du suivi continu des projets communs relatifs au développement du système des services consulaires, indique mercredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence de cadres des deux secteurs, les deux parties ont passé en revue l'état d'avancement des chantiers numériques communs destinés à la communauté nationale à l'étranger, saluant les progrès qualitatifs accomplis dans cette démarche.

La rencontre a permis de souligner l'attachement conjoint à poursuivre les efforts visant à renforcer la modernisation du système consulaire et à fournir des services accessibles répondant aux attentes de la communauté nationale résidant à l'étranger et garantissant des transactions administratives de haute



qualité, lit-on dans le communiqué. Les deux parties ont abordé également les préparatifs relatifs au lancement de la plateforme numérique pour le service "Apostille", concernant l'authentification des documents utilisés en dehors du pays, mise en place par les services du Haut-commissariat à la numérisation, et dont la mise en service est prévue à compter du 9 juillet 2026, conformément aux dispositions de la Convention de La Haye y afférente.

Cette rencontre a permis également de discuter des chantiers numériques visant à améliorer la qualité des services consulaires et à simplifier les procédures qui y sont liées, conformément à la Stratégie nationale de transformation numérique 2025-2030 et au plan d'action du ministère.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur général :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

Port d'Annaba : 22 000 tonnes de billettes d'acier « Made in Algeria » mettent le cap sur l'Italie

L'Entreprise Portuaire d'Annaba a annoncé le lancement d'une importante opération d'exportation portant sur 22 000 tonnes de billettes d'acier. Produite par le complexe Algerian Qatari Steel (AQS), cette cargaison est destinée au marché italien.

Cette opération s'inscrit directement dans la mise en œuvre des orientations de Saïd Sayoud, Ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et des Transports. Ces directives visent à élever la qualité des prestations au sein des infrastructures portuaires nationales et à garantir un accompagnement rigoureux aux opérateurs économiques engagés

dans la stratégie de promotion des exportations hors hydrocarbures. Afin de concrétiser la feuille de route du Groupe de Services Portuaires (Serport), l'administration du port d'Annaba a mobilisé d'importants moyens humains et matériels. L'objectif affiché est de garantir la fluidité du chargement et de traiter ce volume imposant d'acier dans les délais les plus brefs, optimisant ainsi la chaîne logistique.

Export : Le « Label Algérie » gagne du terrain

Selon le document de l'EPAN, cette initiative ne se limite pas à une simple transaction commerciale ; elle témoigne de la volonté de :

- Soutenir l'économie nationale en diversifiant les sources de revenus.
- Renforcer la compétitivité des produits industriels algériens, particulièrement dans la filière sidérurgique, sur l'échiquier international.
- Affirmer le rôle stratégique du port d'Annaba comme levier de croissance pour les exportations lourdes vers l'Europe.

Cette nouvelle cargaison confirme la montée en puissance de la sidérurgie algérienne, qui s'impose désormais comme un acteur clé du bassin méditerranéen.

**Port de Béjaïa :
Première cargaison de fer de construction « Made in Bladi »**
Au cours de cette même semaine,

le port de Béjaïa a également marqué l'actualité économique en opérant le chargement de plus de 8 000 tonnes de fer de construction (rond à béton) destiné au marché international.

Il s'agit d'un tournant stratégique pour l'industrie nationale. Pour la première fois, ce produit fini, pilier du secteur du bâtiment, a été acheminé vers les marchés mondiaux à bord du navire MV SWAN. Cette opération confirme la montée en puissance de la sidérurgie algérienne et sa capacité à s'imposer hors hydrocarbures. L'Entreprise Portuaire de Béjaïa (EPB) a souligné que ses installations sont désormais pleinement capables



d'accompagner cette dynamique, offrant aux opérateurs locaux la compétitivité nécessaire pour conquérir l'étranger. En l'espace de quelques années, l'Algérie a réussi une transformation structurelle impressionnante, passant du statut d'importateur massif à celui d'exportateur actif de produits sidérurgiques finis.

Nouveau découpage administratif : Une période transitoire encadrée avant le passage à 69 wilayas

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé une nouvelle loi modifiant l'organisation territoriale du pays. Il s'agit de la loi n°06-26, qui vient compléter et actualiser la loi n°84-09 relative au découpage administratif. Ce texte marque une étape importante dans la réforme de l'administration locale en Algérie.

Selon le Journal officiel n°25, la nouvelle carte administrative de l'Algérie compte désormais 69 wilayas et 1541 communes. Ce changement traduit la volonté des autorités de mieux organiser le territoire et de rapprocher l'administration des citoyens. L'augmentation du nombre de wilayas vise notamment



à améliorer la gestion locale, renforcer le développement régional et faciliter l'accès aux services publics, en particulier dans les zones éloignées.

Une période transitoire encadrée

La loi prévoit une phase de transition pour accompagner la mise en place de ce nouveau découpage. Durant cette période, les wilayas dites « d'origine » continueront d'exercer leurs compétences habituelles. Cette organisation temporaire permettra d'assurer la continuité du

service public, le temps d'installer les structures administratives et les conseils exécutifs des nouvelles wilayas. Les autorités souhaitent ainsi éviter toute perturbation dans la gestion des affaires locales.

Pendant cette phase transitoire, les walis des wilayas d'origine conservent l'ensemble de leurs missions. Ils continuent notamment de gérer les services publics, de superviser les établissements locaux et d'assurer le bon fonctionnement des administrations.

Ils restent également responsables de l'exécution des budgets, qu'il s'agisse des budgets initiaux ou complémentaires, adoptés pour l'année 2026. Cette gestion couvre l'ensemble des territoires

concernés par le nouveau découpage.

Transfert progressif des compétences

La loi prévoit un transfert progressif des compétences et des responsabilités vers les walis des wilayas nouvellement créées. Ce processus devra être achevé au plus tard le 31 décembre 2026.

Ce calendrier permet d'organiser une transition structurée, en assurant la coordination entre les anciennes et les nouvelles entités administratives. L'objectif est de garantir une prise en charge efficace des missions dès l'installation complète des nouvelles wilayas.

Gestion des budgets et adaptation future

Le texte confirme également que

les wilayas d'origine continueront d'exécuter les crédits inscrits dans la loi de finances 2026, notamment ceux destinés au fonctionnement des conseils exécutifs.

Toutefois, ces dispositions devront tenir compte des besoins spécifiques des nouvelles wilayas. Des modalités complémentaires seront définies ultérieurement afin d'adapter la répartition des ressources à la nouvelle organisation territoriale.

Avec cette réforme, les autorités algériennes engagent une restructuration importante de l'administration locale, avec pour ambition d'améliorer la gouvernance et de répondre plus efficacement aux attentes des citoyens.

PIB en PPP 2026 :

Une place de choix pour l'Algérie dans le classement arabe (FMI)

L'Algérie s'impose à la quatrième place du classement des plus grandes économies arabes en 2026 sur la base du PIB en parité de pouvoir d'achat (PPP), selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI) issues de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2025.

Avec un PIB évalué à 915,79 milliards de dollars, le PIB de l'Algérie en PPP 2026 reflète une lecture différente de la taille réelle de l'économie, en intégrant les niveaux de prix internes plutôt que les seules fluctuations des taux de change.

Ce classement met en évidence un écart significatif entre la valeur nominale et la capacité réelle de production et de consommation du pays, telle que mesurée par le standard PPP utilisé par le FMI

pour comparer les économies à l'échelle internationale.

PIB en PPP 2026 : le top 10 des plus grandes économies arabes selon le FMI

Selon les données du FMI, le classement des économies arabes en 2026 en PPP place l'Algérie derrière trois économies majeures :

1. Arabie saoudite : 2,85 trillions de dollars
2. Égypte : 2,53 trillions de dollars
3. Émirats arabes unis : 999,95 milliards de dollars
4. Algérie : 915,79 milliards de dollars
5. Irak : 739,13 milliards de dollars
6. Maroc : 457,52 milliards de dollars
7. Qatar : 410,58 milliards de dollars
8. Koweït : 285,9 milliards de dollars
9. Oman : 245,87 milliards de dollars

10. Tunisie : 193,56 milliards de dollars

Ce positionnement confirme la place de l'Algérie dans le groupe des économies de grande taille au sein du monde arabe, avec un écart marqué par rapport à plusieurs pays du Maghreb.

**PIB de l'Algérie en PPP 2026 :
Lecture du FMI et comparaison internationale**

Le FMI précise que la parité de pouvoir d'achat constitue un indicateur permettant de mieux refléter la réalité économique interne, en neutralisant les distorsions liées aux taux de change.

Dans cette lecture, le PIB de l'Algérie en PPP 2026 place le pays au 39e rang mondial, devant certaines économies avancées, dont la Suisse, estimée à environ 909,09 milliards de dollars selon le même critère.



Ce positionnement repose sur une méthodologie comparable utilisée par le FMI dans son rapport des Perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2025.

Facteurs associés à la performance du PIB de l'Algérie en PPP 2026 selon les estimations internationales

D'après les éléments présentés dans les estimations du FMI et les données associées, plusieurs dynamiques économiques

contribuent à ce positionnement :
• L'évolution des recettes liées aux hydrocarbures, notamment le gaz

naturel

• Le renforcement des réserves de change

• Le financement de projets dans les secteurs des mines et de l'industrie

• La mobilisation des excédents liés aux exportations énergétiques

• La progression de certains investissements industriels et de diversification

Le FMI anticipe également une croissance de l'économie algérienne de 2,9 % en 2026, soutenue par des indicateurs macroéconomiques jugés solides dans ses projections.

SCANDALE DU STADE DE DOUÉRA : Un ex-wali d'Alger et d'anciens cadres au MJS lourdement condamnés

Le tribunal du pôle pénal spécialisé dans les affaires de corruption financière et économique de Sidi M'hamed a rendu des verdicts allant de 5 à 10 ans de prison ferme dans une affaire de corruption impliquant l'ex-wali d'Alger et d'anciens directeurs de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger. Cette affaire concerne notamment le stade de Douéra, baptisé Ali Ammar, dit Ali La Pointe, construit sans permis. Selon le média « Ennahar », c'est l'ancien wali d'Alger, Mohamed Kébir Addou qui est le principal accusé dans cette lourde affaire de

corruption. Il a été condamné à 10 ans de prison ferme, assortis d'une amende d'un million de dinars, avec confirmation du mandat d'arrêt émis à son encontre. D'autres accusés ont écopé de peines variées allant jusqu'à 5 ans de prison ferme, tandis que certains ont été acquittés. Parmi eux figurent d'anciens responsables du ministère de la jeunesse et des sports (actuellement ministère des Sports, ndlr) ainsi que le directeur des équipements publics, identifiés par les initiales (D.B), (K.M), (K.M), (C.N), (H.S), (Z.M), (M.T), (B.M) et (A.K), en



plus de personnes morales et de responsables de bureaux d'études. Les irrégularités du projet Le tribunal a également ordonné aux accusés condamnés de verser des indemnités financières au Trésor public, allant de 100 000 dinars à 5 milliards de dinars, en

réparation du préjudice subi, ajoute la même source.

Selon les éléments présentés lors de l'audience, l'affaire porte sur des irrégularités liées à la construction du stade de Douéra, baptisé du nom du glorieux martyr Ali Ammar, dit Ali La Pointe, réalisée sans permis de construire, avec un coût ayant dépassé de plus de 100 % les prévisions initiales. Il a également été révélé que l'étude du projet avait été initialement menée dans la région de Khraïcia, alors que le stade a finalement été implanté dans la commune de Douéra sans nouvelle étude ni autorisation.

Accusations et chef d'inculpation

Les accusés étaient poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation prévus par la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, notamment la falsification volontaire de documents administratifs comportant de fausses informations, en vue d'établir des faits matériellement inexacts.

Il s'agit aussi de la violation de la législation et de la réglementation en vigueur, et défaut de déclaration de travailleurs étrangers et de leur hébergement.

ALGER :

Un employé communal placé en détention provisoire dans une affaire de falsification de passeport

Le juge d'instruction de la deuxième chambre près le tribunal de Dar El Beïda a ordonné le placement en détention provisoire de trois mis en cause dans une affaire de falsification de passeport, tandis qu'une seule prévenue a été placée sous contrôle judiciaire. Par ailleurs, huit fonctionnaires ont été remis en liberté, faute de preuves suffisantes à leur encontre, dans l'attente de l'aboutissement de l'enquête, qui devrait se poursuivre durant plusieurs mois. Dans cette affaire, le principal

suspect est le chef du service biométrique de la commune de Sidi M'hamed (Alger). Il a été placé en détention provisoire pour abus de fonction et obtention indue d'un document officiel, des faits aggravés par leur lien avec la falsification d'un document administratif. Une employée du même service a été placée sous contrôle judiciaire pour les mêmes chefs d'accusation. Deux autres mis en cause, « Kh.M.A. », un émigré résidant en France, ainsi que son complice « S.S. », ont été écroués à la prison d'El-Harrach. Selon des sources concordantes,



l'affaire a été déclenchée à l'aéroport international Houari-Boumediene, lors de l'arrivée du principal suspect en provenance de France. Lors du contrôle de ses bagages, les agents ont découvert un passeport suspect

contenant de fausses déclarations. Après vérification, le document s'est avéré falsifié et a été immédiatement saisi, tandis que son détenteur a été conduit pour enquête.

Complicités et arbitrages judiciaires Les éléments de l'enquête ont révélé que le suspect avait obtenu ce passeport par l'intermédiaire d'un individu, « S.S. », en contrepartie d'une somme d'argent. Des investigations approfondies ont permis d'établir que le document falsifié avait été délivré par les services de l'état civil du centre d'Alger, avec la complicité présumée

de fonctionnaires de la commune de Sidi M'hamed.

L'enquête a ainsi conduit à l'arrestation du chef du service biométrique. Une employée du même service a également été entendue dans le cadre de l'enquête afin d'éclaircir les circonstances dans lesquelles le principal suspect a obtenu ce document avec l'aide de « S.S. ».

Utile à signaler qu'au cours de l'instruction, pas moins de dix employés de la commune ont été auditionnés en qualité de témoins.

HADJ 2026 :

L'ONPO annonce la date du premier vol des pèlerins algériens vers les Lieux Saints

Le compte à rebours est lancé pour les pèlerins algériens. Dans le cadre du programme de transport mis en place pour la saison du Hadj 1447H / 2026, le Directeur Général de l'Office National du Pèlerinage et de l'Omra (ONPO) a officiellement annoncé que le premier vol à destination des Lieux Saints décollera le 29 avril prochain depuis l'aéroport international d'Alger.

Tout est prêt pour le Hadj : Tahar Beraik, à la tête de l'ONPO, a assuré que les dispositions nécessaires sont d'ores et déjà opérationnelles. L'objectif est double : garantir un encadrement sécurisé et préserver le confort des 41 300 Algériens qui feront le voyage. Ces mesures de rassurance confirment l'engagement de l'Office à offrir aux pèlerins une expérience spirituelle sans heurts.

Le premier vol décollera de l'aéroport d'Alger le 29 avril 2026

S'exprimant aujourd'hui sur les ondes de la Radio Nationale, Beraik a souligné la fluidité du processus en cours. Il a rappelé l'implication de 50 agences de tourisme agréées, désormais liées par des « contrats de qualité ». Ce dispositif vise à garantir un suivi rigoureux des prestations et à rectifier rapidement tout manquement éventuel.

Évoquant les nouvelles directives saoudiennes, le responsable a souligné que leur annonce anticipée a permis de finaliser sereinement les préparatifs, particulièrement sur les volets de la formation et de la condition physique. Toutefois, il a rappelé la fermeté des critères sanitaires : l'aptitude physique est désormais une condition sine qua non. Tout pèlerin dont



l'état de santé est jugé fragile ne pourra obtenir l'autorisation de départ, une mesure de précaution visant à protéger l'intéressé, ses proches et l'ensemble des fidèles.

En ce qui concerne la logistique du séjour, la réservation des hébergements à La Mecque s'effectuera uniquement via le portail numérique de l'Office National du Pèlerinage et de l'Omra (ONPO), avec un lancement officiel prévu au début de la semaine prochaine

et relayé sur ses canaux de communication habituels.

Parallèlement, le volet transport entre dans sa phase finale : le coup d'envoi des vols sera donné le 29 avril au départ d'Alger. À l'image de la saison passée, le dispositif prévoit un total de 144 vols répartis stratégiquement sur 12 aéroports nationaux pour faciliter le départ des pèlerins. Préparatifs précoces et services intégrés

Pour garantir un Hadj de

qualité, le directeur de l'ONPO a rappelé qu'une délégation a inspecté les services en Arabie Saoudite dès l'automne dernier. Ce travail de terrain s'est concrétisé par 67 contrats portant sur la santé, l'hébergement et la restauration. Tout est mis en œuvre pour regrouper les pèlerins algériens dans les meilleures conditions et veiller à leur bien-être durant toute la durée du séjour.

Face aux inquiétudes sur l'encombrement, le responsable a affirmé que l'organisation sera nettement optimisée cette année. L'interdiction stricte du pèlerinage non autorisé devrait, en effet, mettre fin à la présence de pèlerins sans permis. Cette irrégularité étant la source principale des bousculades précédentes, sa disparition est le gage d'une sécurité renforcée pour tous les fidèles.

Industrie automobile : Le chinois Sokon s'implante à Batna

Le paysage industriel de la wilaya de Batna s'apprête à connaître une transformation majeure. Ce lundi, le wali de Batna, Riadh Benahmed, s'est rendu dans la commune de Zana El Beida pour inspecter le chantier de la future usine du constructeur automobile chinois Sokon. Ce projet d'envergure, dédié à la production de bus et de camions, marque une étape décisive dans la stratégie nationale de relance de l'industrie mécanique.

Avec une enveloppe financière s'élevant à 8,9 milliards de dinars, l'usine Sokon Algérie s'étend sur une superficie totale de 13,6 hectares. Les ambitions affichées par le constructeur sont à la hauteur de l'investissement.

En effet, ce projet industriel

d'envergure s'appuie sur une infrastructure de pointe composée de trois lignes de production ultra-modernes, permettant d'atteindre une capacité de production annuelle de 60 000 véhicules, couvrant à la fois le segment des bus et celui des camions.

Usine Sokon à Batna : Un moteur de 1 600 emplois pour relancer l'économie à Batna

Le calendrier de réalisation, dont le déploiement est rigoureusement planifié sur une période de 15 mois, prévoit une montée en puissance progressive du site pour aboutir à une mise en service totale d'ici août 2026.

Toutefois, l'autorité locale souhaite accélérer le calendrier. Lors de sa visite, le wali a insisté sur la nécessité d'intensifier la



cadence des travaux afin que la première ligne de production soit opérationnelle dès l'été prochain. Au-delà de la prouesse technique, ce complexe industriel se veut un véritable poumon économique pour la région.

Selon la fiche technique du projet, l'impact social sera immédiat dès

l'ouverture : « L'usine devrait générer 450 emplois directs et plus de 1 200 emplois indirects, dynamisant ainsi durablement le bassin d'emploi de la wilaya. » Le projet revient de loin. Longtemps freiné par des contraintes administratives et logistiques, le chantier a bénéficié

d'une attention particulière des autorités de l'État. La wilaya de Batna a souligné que la concrétisation de ce pôle industriel a été rendue possible grâce à la levée de l'ensemble des obstacles et au raccordement effectif du site aux réseaux essentiels (énergie, eau, voirie).

Pêche : La mauritanie autorise l'Algérie à exploiter 31 000 tonnes de poissons dans ses eaux

Les travaux de la 20ème session de la Grande Commission mixte de coopération algéro-mauritanienne, tenus récemment à Alger, ont abouti à une avancée majeure dans le domaine de l'économie bleue. Sous la supervision du Premier Ministre, Sifi Ghrieb, cette session a vu la signature de 29 accords bilatéraux touchant divers secteurs vitaux, avec une attention particulière portée au secteur de la pêche.

Selon les informations communiquées par le ministère mauritanien de la Pêche et de l'Économie maritime, une convention spécifique a été paraphée par le ministre mauritanien de la Pêche et des Infrastructures maritimes et



portuaires, Mokhtar Ould Ahmed Bousseif, et son homologue algérien, Yacine El-Mahdi Oualid.

Coopération Algéro-Mauritanienne :

Un tournant stratégique pour le secteur de la pêche

Cet accord définit les mécanismes permettant à sept navires algériens d'accéder aux zones de pêche mauritaniennes pour exploiter un quota annuel de 31 120 tonnes de ressources halieutiques. Ce

volume se répartit entre :

- Les petits pélagiques ;
- Les espèces démersales ;
- La crevette.

Pour encourager cette synergie, la Mauritanie a consenti une réduction de 50 % sur les redevances d'accès. En contrepartie, l'accord impose des conditions techniques et réglementaires strictes, notamment :

- Le renforcement des systèmes de surveillance et de traçabilité.
 - L'obligation de débarquement dans les ports mauritaniens.
 - Le respect de la législation nationale, incluant l'emploi d'un quota significatif de marins locaux.
- Au-delà de l'aspect commercial, cette convention prévoit de dynamiser la coopération scientifique et technique ainsi

que la lutte conjointe contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN).

Ce rapprochement témoigne de la solidité des liens fraternels entre Alger et Nouakchott et traduit une volonté commune de bâtir un partenariat stratégique durable, faisant de l'axe Alger-Nouakchott un moteur de développement régional dans le bassin maghrébin.

Vers une zone de libre-échange : Le commerce s'accélère !

L'offensive algérienne ne s'arrête pas à la mer. En marge de ces accords maritimes, le ministre du Commerce extérieur, Kamel Rezig, et son homologue de ce pays voisin ont jeté les bases d'une intégration économique sans précédent.

Les deux pays finalisent

actuellement un accord commercial préférentiel. L'objectif est de briser les barrières tarifaires pour doper l'accès des produits algériens sur ce marché frontalier.

• Douanes simplifiées : Des discussions sont en cours pour fluidifier et simplifier radicalement les procédures de dédouanement.

• Conseil d'affaires : La 10ème session du Conseil d'affaires bilatéral se prépare pour connecter directement les investisseurs des deux nations.

Le point d'orgue de cette coopération sera la 8ème édition de la Foire des produits algériens, prévue du 5 au 11 mai 2026. Cet événement sera le tremplin majeur pour les exportateurs nationaux souhaitant s'imposer durablement dans la région.

Air Algérie booste son programme : Nouvelle promotion avec miles doublés sur plusieurs destinations

La compagnie nationale Air Algérie booste son programme de fidélité ! Jusqu'au 30 juin 2026, les adhérents d'Air Algérie Plus peuvent accumuler deux fois plus de points grâce à une offre exceptionnelle de miles doublés.

Cette promotion exclusive concerne une large sélection de destinations internationales, permettant aux voyageurs fréquents de récompenser leur fidélité en un temps record.

Via son portail officiel, la compagnie nationale annonce une opération spéciale pour les adhérents Air Algérie Plus. Jusqu'au 30 juin 2026, les passagers membres du programme de fidélité bénéficieront d'un

doublement de leurs miles sur l'ensemble du réseau international, confirmant ainsi la volonté du transporteur de privilégier ses clients réguliers.

Air Algérie offre deux fois plus de miles jusqu'au 30 juin 2026

La compagnie nationale a ciblé onze escales internationales stratégiques pour faire bénéficier ses passagers de cette offre exceptionnelle. Le programme couvre un large éventail de destinations à travers le monde, incluant des métropoles économiques et culturelles majeures telles que Guangzhou, Johannesburg, Addis-Abeba ou encore Kuala Lumpur.

L'offre s'étend également à plusieurs liaisons clés vers l'Europe et le continent africain.



Les voyageurs à destination de la France pourront profiter de cet avantage vers Nantes et Strasbourg, tandis que les lignes vers Rotterdam, Lisbonne, Douala, Abuja et N'Djamena sont également incluses dans cette promotion exclusive du programme de fidélité.

En participant à cette campagne, les passagers bénéficient d'un doublement systématique de leurs

miles sur chaque trajet effectué parmi cette sélection. Cet avantage significatif permet aux adhérents d'accumuler des points deux fois plus vite, leur offrant ainsi un accès accéléré aux billets primes, aux surclassements et aux autres privilèges du programme Air Algérie Plus.

Le programme de fidélité s'enrichit d'un avantage cumulable

En complément de cette promotion, Air Algérie prolonge son dispositif de bonus déjà actif. Le principe est simple : les adhérents reçoivent 3 000 miles supplémentaires dès qu'ils comptabilisent trois vols consécutifs effectués entre le 15 décembre 2025 et le 30 juin 2026. Bonus notable, cette offre

est reconductible, permettant aux voyageurs les plus fréquents de cumuler jusqu'à 6 000 miles de bonus.

Le programme Air Algérie Plus a récemment ajusté ses avantages liés aux bagages pour ses membres d'élite :

• Membres Chelia : ils bénéficient désormais d'une pièce de bagage supplémentaire de 23 kg sur le réseau international. Cet avantage s'applique sous réserve de certaines conditions (hors vols domestiques, destinations particulières ou tarifs sans bagage).

• Membres Tahat : les titulaires de cette carte profitent également d'un bagage additionnel de 23 kg sur l'ensemble des vols internationaux de la compagnie.

ANNABA / Visite ministérielle

La délégation composée du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, M. Mohamed Arkab, du ministre de l'Hydraulique, M. Taha Derbal, ainsi que du PDG de Sonatrach en visite de travail à Annaba



S.F

Dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection, une importante délégation ministérielle a été accueillie, hier mercredi, à l'aéroport international "Rabah Bitat" d'Annaba par le wali

d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, accompagné du wali d'El Tarf, M. Mohamed Meziane.

La délégation est composée du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, M. Mohamed Arkab, du ministre de l'Hydraulique, M. Taha Derbal, ainsi que du PDG de

Sonatrach, accompagnés de cadres des deux ministères.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de plusieurs projets structurants dans la wilaya d'El Tarf. Le programme prévoit notamment une inspection de la station de dessalement d'eau de mer de Koudiet Eddraouche, située

dans la commune de Berrihane, ainsi que du barrage de Cheffia, dans la commune éponyme.

Ont également pris part à cette visite les présidents des Assemblées populaires de wilaya d'Annaba et d'El Tarf, les autorités locales et sécuritaires des deux wilayas, ainsi que des cadres

administratifs.

Cette sortie vise à évaluer l'état d'avancement de ces infrastructures stratégiques et à s'enquérir des conditions de leur exploitation, dans le but de renforcer l'approvisionnement en eau et de soutenir le développement local.

ANNABA : Circonscription "Benaouda Benmostefa" Visite de terrain pour le suivi des projets de développement local dans la commune d'Oued El Aneb

Imen.B

Dans le cadre du suivi rigoureux des programmes de développement local, le wali-délégué de la circonscription administrative "Benaouda Benmostefa" a effectué, hier une visite de terrain en compagnie du président de l'Assemblée populaire communale de la commune d'Oued El Aneb. Cette sortie a constitué la troisième étape d'une série de visites consacrées à l'inspection des projets d'aménagement urbain au niveau de plusieurs quartiers, notamment Oued Zied, Draa erich et Aïb Ammar. Cette tournée a permis aux autorités locales de s'enquérir de l'état

d'avancement de plusieurs chantiers relevant de secteurs essentiels, en lien direct avec l'amélioration du cadre de vie des citoyens. Dans le secteur des travaux publics et de l'aménagement, la délégation s'est rendue au quartier "Khalifa Ali", à Oued Zied, où elle a procédé à la constatation du projet de réhabilitation des routes internes (troisième tranche). Ce projet vise à améliorer la circulation et les conditions de déplacement des habitants, tout en valorisant l'environnement urbain. S'agissant du secteur de la santé, une halte a été marquée au niveau de la localité Aïb Amar, où le projet d'aménagement d'une salle de soins a été

inspecté. Cette infrastructure permettra, une fois achevée, de rapprocher les services de santé de qualité des citoyens et de répondre aux besoins sanitaires de la population locale dans les meilleurs délais. Dans le domaine de l'éducation, la délégation a également visité, à la cité Draâ Errich, le projet de réalisation de six salles de classe en extension de l'école « Amani Belkacem ». Ce projet a pour objectif d'augmenter la capacité d'accueil de l'établissement et de réduire la surcharge au sein des classes, contribuant ainsi à de meilleures conditions d'apprentissage pour les élèves. Au terme de cette visite, le wali-délégué a insisté sur la nécessité de lever toutes



les réserves techniques relevées et de veiller au respect strict des délais contractuels de réalisation. Il a également réaffirmé l'engagement des autorités à garantir des prestations de qualité au profit des habitants, dans une optique de développement

harmonieux et durable de la région. Cette sortie illustre la volonté des pouvoirs publics de suivre de près les projets en cours et d'assurer leur concrétisation dans les meilleures conditions, au bénéfice direct de la population locale.

ANNABA / CHETAÏBI

Réunion de la commission de daïra chargée de l'étude des dossiers de conformité des constructions

Imen.B

Une réunion s'est tenue dans la matinée d'hier au siège de la daïra de Chetaïbi une réunion importante présidée par le Chef de daïra, Walid Zernadji, consacrée à l'examen des dossiers relatifs à la conformité des constructions et à l'achèvement des projets en cours. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions réglementaires visant à régulariser les constructions non conformes et à accompagner les citoyens dans la mise en conformité de leurs biens immobiliers. La commission de daïra, chargée de cette mission, a procédé à l'étude

approfondie des différents dossiers déposés, en veillant au respect des normes d'urbanisme et des lois en vigueur. Lors de cette séance, plusieurs cas ont été examinés, notamment ceux liés aux constructions inachevées ainsi qu'à la régularisation des bâtisses réalisées sans permis ou en infraction aux règles établies. L'objectif principal de ces travaux est de faciliter les démarches administratives des citoyens tout en garantissant un cadre urbain organisé et sécurisé. À travers cette initiative, les autorités locales réaffirment leur engagement à traiter les dossiers dans la transparence et l'équité,



tout en œuvrant à améliorer le cadre de vie des habitants et à promouvoir une urbanisation harmonieuse au niveau de la daïra de Chetaïbi. Cette réunion se poursuit actuellement, dans l'attente des décisions qui seront prises à l'issue de l'étude des dossiers inscrits à l'ordre du jour.

ANNABA / EL HADJAR

Réunion de coordination pour le suivi et l'accélération des projets de développement

Imen.B

Le Chef de daïra d'El Hadjar a présidé, hier, au siège de la daïra, une réunion de la commission technique consacrée à l'évaluation et au suivi de l'état d'avancement des projets de développement et sectoriels relevant des communes d'El Hadjar et de Sidi Amar. Cette rencontre a réuni le président de l'Assemblée populaire communale d'El Hadjar par intérim, le secrétaire général de la daïra, les secrétaires généraux des communes d'El Hadjar et de Sidi Amar, ainsi que les chefs des subdivisions techniques (travaux publics, urbanisme, équipements publics, ressources en eau et habitat), en plus du représentant de l'Office National de l'Assainissement et des services techniques concernés. Au cours de cette réunion, un point détaillé a été présenté sur les projets en cours dans la commune d'El Hadjar, notamment dans le



secteur de l'éducation, avec la réhabilitation de six écoles primaires, la rénovation de deux collèges, l'installation de postes de gardiennage dans plusieurs établissements et la mise en œuvre d'opérations de sécurisation des écoles. Plusieurs projets sont également en phase administrative, à l'image de

la réalisation d'un restaurant scolaire de 200 repas à l'école "Haddad Amar" et la réalisation d'une nouvelle école primaire au niveau de cité "Larza". Dans le secteur de l'hydraulique et de l'assainissement, les efforts se poursuivent pour améliorer les conditions de vie des habitants à travers l'assainissement

de certains regroupements d'habitations, la réhabilitation de réseaux et le suivi des opérations d'aménagement de l'oued Zmoura. En matière de travaux publics, les projets portent notamment sur la réalisation d'une voie de liaison entre la cité El Karma et la route nationale n°21, la réhabilitation de l'éclairage public à l'entrée sud de la commune ainsi que la réalisation d'une passerelle au niveau de la gare ferroviaire d'El Hadjar. Par ailleurs, les projets d'aménagement urbain ont également été examinés, notamment la réhabilitation de l'axe principal reliant le siège de la protection civile à la résidence de la brigade d'intervention, la réhabilitation d'une station de pompage ainsi que l'aménagement d'un arrêt de bus au quai la cité "60 logements LSP". Concernant la commune de Sidi Amar, plusieurs projets structurants ont

été passés en revue, en particulier dans le secteur de l'éducation, avec la réalisation de nouveaux établissements scolaires, la réhabilitation d'écoles existantes et la programmation de plusieurs cantines scolaires en cours de procédure administrative. Dans le domaine de l'hydraulique, les travaux portent sur le renforcement de l'alimentation en eau potable, notamment à travers le raccordement des réseaux principaux et la réalisation de nouvelles infrastructures au niveau des zones d'extension urbaine. Des opérations d'assainissement sont également en cours pour améliorer les conditions de vie dans plusieurs quartiers. En outre, les projets liés aux travaux publics et à l'urbanisme ont été abordés, notamment la duplication de la route nationale n°129 ainsi que l'aménagement de certains quartiers en pleine expansion.

Exportation de 22 000 tonnes de rond à béton depuis le port d'Annaba

Imen.B

Le port d'Annaba a lancé, avant-hier mardi, une importante opération d'exportation de 22 000 tonnes de rond à béton au profit de la société algéro-qatarie de sidérurgie, à destination de l'Italie. Selon un communiqué de l'Entreprise portuaire

d'Annaba, cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, visant à améliorer la qualité des services au niveau des ports nationaux et à accompagner les opérateurs

économiques activant dans le domaine des exportations hors hydrocarbures. Dans ce contexte, l'entreprise portuaire a mobilisé l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires afin d'assurer le bon déroulement de l'opération et de garantir des conditions optimales pour

le traitement rapide de cette cargaison. Le même communiqué souligne que cette initiative s'inscrit également dans la stratégie nationale de promotion des exportations hors hydrocarbures, tout en renforçant le rôle du port d'Annaba dans l'accompagnement des



opérateurs économiques. Cette opération reflète par ailleurs la capacité du port à répondre aux exigences des marchés internationaux et à contribuer à la compétitivité du produit algérien, notamment dans le secteur de la sidérurgie.

ANNABA :

Sonelgaz lance une vaste opération de maintenance des réseaux électriques

S.F
 Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme annuel, et sous la supervision de la direction générale, la direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Annaba a entamé une importante opération de maintenance des réseaux électriques, en présence du directeur de l'énergie de la wilaya.

Cette initiative s'inscrit dans

le cadre des efforts continus visant à renforcer la fiabilité des installations et à garantir la continuité du service public, en prévision de la saison estivale 2026 marquée par une forte demande en énergie.

L'opération a bénéficié d'un renfort humain et technique conséquent, mobilisant des équipes spécialisées issues de dix directions de distribution de la région Est (Constantine), notamment celles de Constantine, Skikda,

Guelma, Souk Ahras, El Tarf, Annaba, Oum El Bouaghi, Batna, Khenchela, Bordj, Arreridj et Mila. Au total, 94 techniciens, appuyés par des agents locaux, ont été déployés à travers plusieurs zones de la wilaya d'Annaba.

Le programme d'intervention comprend notamment :

- L'inspection visuelle des lignes électriques de 30 kV ;
- La maintenance des postes de transformation et de distribution ;

- L'entretien des installations de 30 kV ;

- Le contrôle et l'amélioration des systèmes de mise à la terre ;

- La détection des points faibles ;

- La vérification des chaînes d'isolement ;

- L'élagage des arbres situés à proximité des lignes électriques.

Cette opération vise à remédier aux éventuelles défaillances des réseaux, à améliorer les



performances techniques des installations et à prévenir les pannes, afin d'assurer une alimentation électrique stable, notamment durant les périodes de forte consommation.

À travers cette action, Sonelgaz réaffirme son engagement à garantir un service public de qualité et à répondre efficacement aux besoins des citoyens, tout en accompagnant les exigences du développement local.

EL TARF / SÛRETÉ DE WILAYA :

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de psychotropes

Imen.B
 Les services de la Sûreté de wilaya d'El Tarf, représentés par la brigade mobile de la police judiciaire d'Echatt ont mené une opération de qualité ayant permis de neutraliser un réseau criminel actif dans le trafic illégal de substances psychotropes. Cette intervention s'inscrit dans le cadre des efforts continus des services de sécurité pour lutter contre les différentes formes de criminalité, notamment

celles liées à la propagation des drogues et des substances interdites. L'opération, réalisée sous la supervision du parquet territorialement compétent, a abouti à l'arrestation de trois individus impliqués dans cette activité illégale. Les investigations menées sur le terrain, appuyées par un travail de renseignement précis, ont permis de mettre fin aux agissements de ce groupe qui activait dans la région. Lors de cette intervention, les éléments de la police ont

procédé à la saisie de 5340 capsules de psychotropes de type prégabaline 300 mg, une substance souvent détournée de son usage médical et utilisée à des fins illicites, représentant ainsi un danger réel pour la santé publique et la sécurité des citoyens. À l'issue des procédures légales en vigueur, les suspects ont été présentés devant le procureur de la république près le tribunal de Drea. Ces derniers sont poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation,



notamment possession, transport, stockage, vente et courtage de substances psychotropes de manière illégale. Cette opération illustre une nouvelle fois la vigilance

et l'engagement des services de sécurité dans la lutte contre les réseaux criminels, ainsi que leur détermination à préserver la sécurité et la santé publique au sein de la société.

ANNABA / SERAÏDI :

Opération nocturne contre l'exploitation illégale du charbon

S.F
 Dans le cadre de la lutte contre les atteintes au patrimoine forestier, la police forestière de Seraïdi a mené, dans la nuit de mardi, une opération de terrain

visant à contrer les activités illégales au sein des espaces boisés.

Cette intervention a permis la découverte d'une meule traditionnelle utilisée pour la production de charbon de manière illicite. Les agents ont

procédé à son démantèlement et à sa destruction sur place, conformément à la réglementation en vigueur.

Une enquête a été ouverte afin d'identifier les personnes impliquées, tandis que les procédures légales

nécessaires ont été engagées. Les services concernés rappellent que la protection des forêts constitue une responsabilité collective et appellent les citoyens à contribuer à la préservation de ce patrimoine naturel.



ANNABA / PROTECTION CIVILE :

Ouverture du recrutement de sauveteurs saisonniers pour la saison estivale 2026

Imen.B
 La direction de la protection civile de la wilaya d'Annaba, sous l'égide de la direction générale de la protection civile, annonce l'organisation d'un concours externe pour le recrutement d'agents contractuels en qualité de sauveteurs saisonniers (surveillants de plages), en prévision de la saison estivale 2026. Cette opération de recrutement concerne la période allant du 1er juin au 30 septembre 2026 et se fera

sur la base d'une sélection des candidats. Les personnes intéressées sont invitées à déposer leurs dossiers de candidature entre le 12 avril 2026 et le 13 mai 2026. Les candidats doivent remplir les critères suivants :

- Être de nationalité algérienne.
- Jouir d'une bonne santé et d'une excellente condition physique.
- Être âgé d'au moins 18 ans à la date du concours
- Être de bonne moralité (le port de tatouages non toléré)



• Ne pas exercer une activité professionnelle rémunérée
 Le dossier doit comprendre : Une demande manuscrite avec coordonnées (adresse et numéro de téléphone), un

chèque postal barré, deux (02) photos d'identité, deux (02) copies de la carte nationale d'identité biométrique, deux (02) actes de naissance, deux (02) certificats familiaux pour les candidats mariés, deux certificats médicaux (médecine générale et physiologie).

Les dossiers doivent être déposés au niveau des unités suivantes : l'unité maritime de la protection civile (avant-port), Unité de Seraïdi, Unité de Sidi Salem, Les candidats dont les dossiers seront acceptés

recevront une convocation pour passer les épreuves de sélection prévues le 16 mai 2026 à 09h00, Les candidats retenus à l'issue de la sélection devront obligatoirement suivre une formation pratique en secourisme et en sauvetage, afin d'assurer efficacement leurs missions durant la saison estivale. À travers cette initiative, la protection civile vise à renforcer les dispositifs de sécurité au niveau des plages et à garantir une meilleure protection des estivants.

Fusillade à Istanbul devant le consulat israélien Un assaillant tué et deux autres blessés

Selon le gouvernorat d'Istanbul, des « individus non identifiés » ont ouvert le feu sur des policiers en service aux alentours de 12 h 15, heure locale (11 h 15 à Paris), avant d'être visés par des tirs de riposte, selon le monde fr.

Une fusillade est survenue devant le consulat israélien d'Istanbul, en Turquie, mardi 7 avril. Un assaillant « lié à une organisation terroriste » a été tué, et deux autres ont été blessés, selon le ministère de l'intérieur turc. Deux policiers en faction devant les locaux ont été « légèrement » atteints, a-t-il précisé.

Selon le gouvernorat d'Istanbul, « des individus non identifiés ont ouvert le feu sur des policiers en service » aux alentours de 12 h 15 (11 h 15 à Paris), avant d'être visés par des tirs de riposte. Aucun diplomate israélien « ne se trouve actuellement sur le sol turc », a précisé à l'Agence



France-Presse (AFP) une source proche du dossier.

Les représentations diplomatiques israéliennes avaient été évacuées, « non seulement en Turquie, mais dans toute la région pour raisons de sécurité » peu après les attaques du 7 octobre 2023 conduites par le Hamas sur le sol israélien, selon cette source.

Le ministre de l'intérieur, Mustafa Çiftçi, a précisé que les

assaillants étaient arrivés mardi matin de la province voisine d'Izmit (Nord-Ouest), à bord d'une voiture de location. Les autorités ont identifié les trois assaillants et, selon le ministère de l'intérieur, celui qui est décédé était « lié à une organisation terroriste qui instrumentalise la religion ». Les deux autres, des frères, sont actuellement interrogés par la police.

Enquête ouverte

Selon les images diffusées sur les réseaux sociaux, les trois suspects, qui se cachent derrière des voitures garées pour tirer, étaient armés de fusils d'assaut ; tous trois portaient des hauts et des gants noirs, un pantalon beige et un sac à dos.

Des dizaines de policiers casqués et équipés de gilets pare-balles ont été déployés devant le consulat, situé dans le quartier d'affaires de Levent, sur la rive européenne d'Istanbul, ont constaté des journalistes de l'Agence France-Presse qui ont vu plusieurs ambulances quitter les lieux. Des images diffusées par la chaîne NTV montrent des policiers, certains en civil, qui ouvrent le feu près d'un axe très fréquenté, ainsi qu'une personne blessée évacuée sur un brancard. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a condamné cette attaque, jurant de « combattre

toutes les formes de terrorisme ». Une enquête a été ouverte par le parquet d'Istanbul et trois procureurs ont été chargés des investigations, a fait savoir le ministre de la justice turc, Akin Gürlek, sur X.

« La terreur ne nous intimidera pas », a réagi sur X le ministère des affaires étrangères israélien, « saluant l'action rapide des forces de sécurité turques qui ont déjoué cette attaque ». « Les Etats-Unis condamnent dans les termes les plus forts l'attaque d'aujourd'hui contre le consulat israélien à Istanbul », a également écrit sur X l'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara, Tom Barrack.

Le directeur de la communication à la présidence turque, Burhanettin Duran, a dénoncé sur X une « attaque perfide [qui] n'ébranlera jamais notre foi et notre détermination à atteindre notre objectif d'une Turquie sans terrorisme ».

La Grèce va interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans dès 2027

Le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, a annoncé l'interdiction à venir dans une vidéo publiée sur TikTok, évoquant une mesure « difficile mais nécessaire », selon le monde fr.

La Grèce va interdire à partir du 1er janvier 2027 l'accès aux réseaux sociaux aux moins de 15 ans, a annoncé, mercredi 8 avril, le premier ministre, Kyriakos Mitsotakis, dans une vidéo diffusée sur TikTok.

« Nous avons décidé d'aller de l'avant avec une mesure difficile mais nécessaire : interdire l'accès aux réseaux sociaux aux enfants de moins de 15 ans », a-t-il expliqué en précisant que la législation serait votée cet été et

l'interdiction mise en vigueur au 1er janvier 2027.

« La Grèce est un des premiers pays du monde à adopter une telle mesure », s'est félicité le premier ministre, qui a aussi assuré qu'il faisait pression sur l'Union européenne pour qu'elle suive cette initiative.

L'Australie a été le premier pays à légiférer sur la question et à voter un texte entré en vigueur à la fin de 2025, obligeant les plateformes à s'assurer que leurs utilisateurs ont au moins 16 ans et à supprimer les comptes d'utilisateurs trop jeunes.

Algorithmes addictifs Facebook, Instagram, X, Threads, Snapchat, TikTok, ou encore Twitch et son concurrent

australien Kick se sont conformés à la nouvelle législation, sous peine d'amendes pouvant atteindre 28 millions d'euros. Pour protéger les adolescents des algorithmes addictifs des réseaux sociaux, la France s'engage également dans cette voie, tout comme le Danemark ou l'Espagne.

Le premier ministre grec a choisi pour faire cette annonce un réseau social plébiscité des jeunes utilisateurs et s'est adressé directement à la jeunesse : « Je sais que certains d'entre vous vont être fâchés (...). Notre but n'est pas de vous éloigner de la technologie, mais de lutter contre l'addiction de certaines applications qui nuit à votre



innocence et à votre liberté », a-t-il insisté.

« La science est claire : quand un enfant est devant les écrans pendant des heures, son cerveau

ne se repose pas », a-t-il ajouté. Aux parents, M. Mitsotakis a aussi assuré que cette mesure n'était « qu'un outil qui ne remplacera [it] jamais leur présence ».

IA

Tensions autour de la proposition de loi sur le droit d'auteur

La start-up d'intelligence artificielle Mistral AI est « très inquiète » du texte de la sénatrice Laure Darcos. Le gouvernement rend un avis de « sagesse », ni favorable ni défavorable, selon le monde fr. Il faut combattre « l'asymétrie dans le rapport de force entre les fournisseurs d'intelligence artificielle [IA] et les titulaires de droits ». La sénatrice (Libres !) de l'Essonne Laure Darcos explique ainsi, dans l'exposé des motifs, la proposition de loi

transpartisane qu'elle a corédigée et qui est débattue en séance, mercredi 8 avril. Le texte vise à aider les industries culturelles à déposer des recours contre l'utilisation sans autorisation de leurs contenus par des entreprises d'IA pour entraîner leurs modèles – ou à négocier en contrepartie une rémunération. Cette loi « serait une première mondiale », se réjouit l'élue, tout en étant consciente des tensions et des oppositions que le texte suscite.

Signe d'un certain embarras du gouvernement, celui-ci a, selon nos informations, décidé la veille de donner un avis sur le texte de « sagesse », ni favorable ni défavorable, laissant les parlementaires voter librement. Seront présentes en séance la ministre la culture, Catherine Pégard, et la ministre déléguée au numérique et à l'IA, Anne Le Henanff.

Selon les auteurs du texte, en l'absence de « transparence » des fabricants, il est « quasi

impossible » pour les ayants droit d'apporter la preuve que leurs textes, images ou musiques ont été utilisés pour entraîner une IA. Ils proposent donc une « présomption d'utilisation », afin d'« alléger la charge de la preuve » : il suffirait aux acteurs culturels de fournir un « indice », comme la « régurgitation » par une IA d'éléments d'une œuvre. Il incomberait alors aux fabricants de prouver qu'ils ne l'ont pas utilisée.

Une « prime au contentieux »

Côté culture, le besoin de légiférer avait été évoqué, fin 2025, par Rachida Dati, la prédécesseuse de Mme Pégard. Et les organisations professionnelles (Société des auteurs et compositeurs dramatiques, Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, Syndicat national de l'édition phonographique, Société civile des auteurs multimédias...) comptent mobiliser des artistes pour soutenir le texte.

La Corée du Nord a tiré des missiles balistiques à deux reprises dans la journée de mercredi, selon la Corée du Sud

Ces lancements sont le quatrième test de missiles balistiques nord-coréen connu depuis le début de l'année, selon le monde fr.

La Corée du Nord a tiré des missiles balistiques à courte portée à deux reprises, mercredi 8 avril, selon l'armée sud-coréenne, qui a rapporté un lancement similaire survenu la veille.

L'armée a dit avoir détecté dans la matinée « plusieurs missiles balistiques non identifiés tirés de la région de Wonsan, en Corée du Nord, vers la mer de l'Est », également connue sous le nom de mer du Japon. Ils ont volé sur une distance d'environ 240 kilomètres. Plusieurs heures plus tard, elle a annoncé que la Corée du Nord avait tiré un autre missile balistique, en direction de la mer de l'Est, sans donner de détails.

Une heure plus tôt, elle avait rapporté le lancement mardi d'un « projectile non identifié », cette fois de la région de Pyongyang, la capitale nord-coréenne.

Ces lancements sont le quatrième test de missiles balistiques nord-coréen connu depuis le début de

l'année. A la mi-mars, les forces armées sud-coréennes avaient déjà détecté « environ dix missiles balistiques non identifiés lancés de la région de Sunan, en Corée du Nord » vers la mer du Japon, au moment des exercices militaires conjoints avec les Etats-Unis, que Pyongyang avait fustigés.

Excuses

Le bureau de la sécurité nationale de la Maison Bleue, siège de la présidence sud-coréenne, a tenu une réunion d'urgence après ces lancements. L'instance a « exhorté la Corée du Nord à cesser sans délai ses tirs de missiles balistiques, les qualifiant d'actes provocateurs en violation des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies », a-t-il précisé dans un communiqué.

Ces manœuvres militaires surviennent peu après des excuses, lundi, de Séoul pour l'envoi de drones au Nord par des civils en janvier, qui avait rendu Pyongyang furieux. « Bien que ce ne fût pas l'intention de notre gouvernement, nous exprimons nos regrets à la Corée du Nord pour les tensions militaires inutiles provoquées par les actes irresponsables et

imprudents de certaines personnes », a déclaré le président sud-coréen, Lee Jae-myung, lors d'une réunion du conseil des ministres.

D'après des analystes, elles sont le signe que le pays reclus reste indifférent aux mains tendues de son voisin, même si l'influente sœur du dirigeant nord-coréen, Kim Yo-jong, a qualifié de « sage » la décision de M. Lee d'exprimer des regrets.

Le président sud-coréen cherche à réchauffer les liens bilatéraux depuis son élection, en juin, tranchant avec la ligne dure de son prédécesseur conservateur. « Un incident impliquant des drones civils, qui n'aurait pas dû se produire, a eu lieu sous cette administration, et il a été confirmé qu'un responsable du service national de renseignement et un soldat en service actif étaient impliqués », a-t-il déploré lundi.

« Etat ennemi »

Mais mardi, un haut responsable de la diplomatie nord-coréenne a jugé « absurdes » les informations relayées par les médias sud-coréens présentant les commentaires de Kim Yo-jong de manière positive. « Cela restera également dans les



annales comme une « interprétation rêveuse et pleine d'espoir de la part d'imbéciles » qui stupéfient le monde », a asséné Jang Kum-chol, premier vice-ministre des affaires étrangères nord-coréen, dans un communiqué en anglais relayé par l'agence de presse officielle KCNA. Et il a réaffirmé que le Nord considérait le Sud comme l'« Etat ennemi le plus hostile ».

« Les tirs successifs et les récentes déclarations [de Pyongyang] rappellent la détermination de la Corée du Nord à ignorer les tentatives du Sud d'améliorer les relations intercoréennes », a résumé Lim Eul-chul, expert de la Corée du

Nord à l'université Kyungnam.

Sous la présidence du prédécesseur de M. Lee, Yoon Suk Yeol, les tensions s'étaient grandement aggravées, avec notamment à la mi-2024 des nuées de ballons transportant des immondices lâchées par le Nord en réponse à l'envoi, par le Sud, de propagande anti-Pyongyang.

Yoon Suk Yeol est d'ailleurs accusé d'avoir ordonné le vol de drones au Nord avec pour objectif d'utiliser la réaction de Pyongyang comme prétexte à la déclaration de la loi martiale, qui a abouti à sa chute, en avril 2025.

EDF lance un plan de 240 millions d'euros pour accélérer le passage à l'électrique des ménages modestes et des petites entreprises

Ce plan prévoit notamment le versement à environ 80 000 ménages modestes ou très modestes d'une prime de 1 000 euros cumulable avec les aides existantes, pour l'installation d'une pompe à chaleur, selon lemonde.fr.

Des pompes à chaleur et des camions électriques pour moins dépendre des hydrocarbures : le président-directeur général d'Electricité de France (EDF), Bernard Fontana, a annoncé, mercredi 8 avril, un plan de 240 millions d'euros pour accélérer le passage à l'électrique des ménages modestes et des petites entreprises et soutenir l'implantation d'industries très consommatrices d'électricité,

dont les centres de données.

Le gouvernement doit présenter prochainement son plan d'électrification pour réduire la dépendance de la France au pétrole et au gaz, mais aucune date n'a été confirmée. « Ces 240 millions, si on les propose aujourd'hui, trois fois 80 millions à l'occasion de nos 80 ans, [c'est] pour montrer que nous prenons notre part et [qu']on aide concrètement les Français à passer à l'électrique », a déclaré M. Fontana dans une interview à Franceinfo.

Dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient, « il y a tout un enjeu à passer à l'électrique », une énergie « compétitive », « souveraine » et à 95 % «

décarbonée » grâce au nucléaire et aux renouvelables, a ajouté le dirigeant. La France importe chaque année en moyenne pour 60 milliards d'euros d'énergies fossiles.

Une prime de 1 000 euros cumulable

Le plan prévoit notamment le versement à environ 80 000 ménages modestes ou très modestes d'une prime de 1 000 euros cumulable avec les aides existantes, pour les aider « à passer à la pompe à chaleur, ce qui leur permet de bénéficier de factures d'énergie moins chère », a insisté le PDG. L'investissement étant coûteux, ce coup de pouce permettra d'abaisser leur reste à charge à environ 3 000 euros,

soit un coût inférieur à celui du remplacement d'une chaudière à gaz, selon EDF.

Pour les TPE-PME du transport routier, EDF prévoit de verser 30 millions d'euros d'aides à celles qui souhaiteraient passer aux poids lourds électriques, avec une prime moyenne de 15 000 euros par camion, dans la limite de deux par entreprise.

En complément, 50 millions d'euros seront consacrés à l'installation de 180 bornes de recharge pour les poids lourds répartis sur le territoire métropolitain d'ici à trois ans.

Ces deux catégories d'usagers pourront se rendre sur la plateforme [jepassealectrique.fr](https://www.jepassealectrique.fr), en fournissant les justificatifs

des aides déjà perçues, et « indépendamment du fait qu'elles sont clientes ou non chez EDF », a déclaré à l'Agence France-Presse Béatrice Bigois, directrice exécutive groupe clients, services et territoires d'EDF.

Le groupe va, en outre, consacrer 80 millions d'euros pour favoriser l'installation de nouvelles activités très consommatrices d'électricité : industries ou centres de données. « L'idée, explique Béatrice Bigois, est d'investir dans l'achat et le prééquipement de terrains, qui seront raccordés au réseau électrique, afin de fournir des solutions clés en main à des nouveaux acteurs » et de réduire les délais d'implantation par deux.

Guerre en Iran : Donald Trump annonce un cessez-le-feu avec Téhéran et offre une ouverture de deux semaines à la diplomatie

Le président américain, qui avait promis d'anéantir l'Iran, a annoncé, mardi soir, un cessez-le-feu avec Téhéran, qui devrait ouvrir le détroit d'Ormuz. Israël a dit soutenir l'accord, mais affirmé que ses opérations au Liban n'étaient pas concernées, selon le monde.fr.

Donald Trump a accepté de

reculer devant l'abîme. La journée du mardi 7 avril a représenté un tournant dans la guerre en Iran, dont il est impossible d'anticiper les conséquences. Le matin, le président américain employait un langage génocidaire, promettant à l'Iran l'extinction de sa civilisation. Le soir, moins d'une heure et demie avant l'expiration de son ultimatum au

régime, il publiait un message sur son réseau Truth Social pour annoncer un cessez-le-feu de deux semaines, en s'appuyant sur une médiation du Pakistan. Donald Trump acceptait de « suspendre le bombardement et l'attaque contre l'Iran » en échange de « l'ouverture complète, immédiate et sûre du détroit d'Ormuz ». Le magnat renonçait –

temporairement ? – à sa menace de destruction des infrastructures civiles, à commencer par les ponts et les centrales électriques. « La raison d'agir ainsi est que nous avons déjà atteint et dépassé tous les objectifs militaires, et que nous sommes très avancés sur la voie d'un accord définitif concernant une paix durable avec l'Iran, ainsi que la paix au

Moyen-Orient, assurait Donald Trump. Nous avons reçu une proposition en dix points de l'Iran et estimons qu'elle constitue une base de négociation viable. » Cette épiphanie diplomatique pleine d'optimisme constitue un renversement complet de position pour la Maison Blanche, traduisant l'impasse dans laquelle Donald Trump s'était retrouvé.

Équipe nationale : Bentaleb et Bounedjah dans les plans de Petkovic



Dans la continuité du bilan du dernier stage et du plan de réaction mis en place par le staff technique, Vladimir Petkovic affine progressivement ses choix en vue de la Coupe du monde. L'objectif est clair : corriger les lacunes observées et bâtir le groupe le plus compétitif possible pour le rendez-vous mondial.

Dans ce contexte, les chances de certains joueurs écartés lors du stage de mars évoluent, notamment celles de Nabil Bentaleb et Baghdad Bounedjah, désormais de nouveau en course.

Bentaleb, du recadrage à la réhabilitation

Non retenu lors du dernier rassemblement, Nabil Bentaleb avait payé un comportement jugé inacceptable par le sélectionneur. Le joueur de Lille avait exprimé son mécontentement après son remplacement face à la Somalie en octobre dernier, avant d'enchaîner avec une nouvelle attitude d'agacement contre l'Ouganda, où il avait mal vécu son statut de remplaçant. Un

épisode qui avait poussé Petkovic à trancher, en l'écartant du stage de novembre puis de la Coupe d'Afrique des nations, dans une logique de discipline déjà appliquée auparavant, Chaïbi en a même payé les frais...

Une discussion en vue

Mais la situation semble aujourd'hui évoluer. Le milieu de terrain aurait, par des voies indirectes, fait part de ses regrets, ouvrant la porte à un rapprochement. Surtout, ses récentes performances avec le LOSC, notamment lors du derby du Nord remporté 3-0 face à Lens, où il s'est illustré par son volume de jeu et son impact à la récupération, ont relancé son crédit. Conscient de l'importance du joueur dans son dispositif, Petkovic se montre disposé à passer l'éponge, tout en fixant un cadre strict. Une discussion est attendue entre les deux hommes, le sélectionneur souhaitant rappeler l'exigence d'un état d'esprit irréprochable, que le joueur soit titulaire ou non. Dans un groupe appelé à

disputer une Coupe du monde, aucune place ne sera laissée aux comportements susceptibles de perturber le vestiaire.

Une concurrence accrue au milieu

Le retour potentiel de Bentaleb s'inscrit toutefois dans un contexte de concurrence renforcée. L'émergence de Titraoui, le repositionnement de Farès Chaïbi, la montée en puissance de Ramiz Zerrouki, sans oublier les efforts d'Ibrahim Maza dans le travail défensif, redistribuent les cartes dans l'entrejeu. Par ailleurs, l'incertitude entourant la condition physique d'Ismaël Bennacer, en manque de temps de jeu avec son club, pousse le staff à envisager des alternatives solides. Dans cette optique, le profil expérimenté de Bentaleb, champion d'Afrique et habitué des grands rendez-vous, apparaît comme un atout non négligeable.

Une seconde chance pour Bounedjah

De son côté, Baghdad Bounedjah, également écarté lors du dernier

stage, reste dans le viseur du sélectionneur. Apprécié pour son engagement constant, son abattage sur le terrain et son influence positive dans le vestiaire, l'attaquant conserve des arguments importants aux yeux du staff. Cependant, certaines attitudes continuent de poser question. Ses réactions parfois excessives sur le terrain, que ce soit envers les arbitres ou même ses coéquipiers, ainsi que certains épisodes récents, comme son accrochage verbal avec Adil Boulbina lors de la dernière CAN, n'ont pas été du goût de Petkovic.

Malgré ces réserves, l'expérience et le profil combatif de Bounedjah pourraient peser dans la balance, surtout dans une compétition aussi exigeante qu'une Coupe du monde, c'est pour cette raison, que Petkovic a décidé de remettre le joueur dans ses plans, surtout que le dernier a préféré observer le silence depuis la CAN, il a continué à bosser et son dernier match contre Umm Salal où il a brillé

avec un but et une passe D, l'ont remis sur scène, au bon moment. Rappelons que, malgré un nombre de buts jugé insuffisant ces derniers temps, le joueur demeure une valeur sûre, encensée par des techniciens de renom. Eric Chelle, sélectionneur du Nigeria, avait notamment tenu des propos élogieux sur l'enfant d'Oran lors d'une récente interview, évoquant la facilité à transpercer la défense algérienne en l'absence de Baghdad en attaque. Une reconnaissance qui vient presser Petkovic et renforcer le crédit du joueur, lequel devrait, sauf surprise, réapparaître dans le groupe de l'EN au mois de mai prochain.

Au final, Bentaleb comme Bounedjah restent pleinement sélectionnables et pourraient bien réintégrer les plans du sélectionneur. À condition, toutefois, de répondre aux exigences strictes fixées par Petkovic, pour qui le talent ne peut être dissocié de la discipline et de l'état d'esprit.

Liga : Raúl Asencio s'est mis à dos tout le Real Madrid

Disparu du Real Madrid depuis six rencontres, Raúl Asencio s'est retrouvé au cœur d'une polémique. Entre tensions avec l'entraîneur Arbeloa, colère de ses coéquipiers et rumeurs sur son professionnalisme, le défenseur espagnol a provoqué de fortes tensions au sein du vestiaire madrilène.

Qu'est-il arrivé à Raul Asencio ? Avec 30 apparitions cette saison, le défenseur central de 23 ans était parmi les hommes forts de l'arrière-garde du Real Madrid, déjà pas épargné par les blessures depuis le début de saison. Mais depuis six matches, l'Espagnol a complètement disparu des plans d'Alvaro Arbeloa, pour une raison bien particulière. Comme l'explique Marca, le «cas Asencio» a émergé discrètement le 11 mars au sein du Real Madrid, en raison d'un gros conflit en interne.

Malgré les efforts du défenseur

central pour être présent face au Celta de Vigo, où il avait joué diminué, celui-ci a été laissé sur le banc lors du match de Ligue des champions, contre Manchester City. Une décision difficile à accepter pour le joueur, qui estimait avoir mérité une place de titulaire après avoir pris des risques physiques pour l'équipe. Mais la tension s'est intensifiée quelques jours plus tard, avant la rencontre contre Elche. Initialement prévu dans le onze de départ, Asencio a finalement déclaré forfait le jour du match, invoquant des douleurs musculaires.

Antonio Rüdiger n'a pas apprécié

Cette annonce de dernière minute a fortement agacé Arbeloa, déjà irrité par la réaction du joueur après le match contre City. Ce revirement a perturbé l'organisation de l'équipe et contribué à détériorer davantage leur relation... jusqu'à avoir des répercussions sur le reste

du groupe, notamment pour Antonio Rüdiger. Le défenseur allemand, qui devait initialement se reposer en vue d'un match crucial, a été contraint de jouer au dernier moment et aurait mal vécu ce changement imprévu, qui augmentait ses risques de blessure.

L'affaire a ainsi dépassé le cadre d'un simple différend pour devenir un sujet de tension au sein du vestiaire. Arbeloa a alors exigé des excuses publiques d'Asencio devant ses coéquipiers, mais le joueur a d'abord refusé, ce qui lui a valu plusieurs mises à l'écart, alimentant même des rumeurs sur son professionnalisme. Finalement, Asencio a présenté ses excuses au groupe après la trêve internationale, lui permettant de réintégrer les convocations. Reste à savoir où s'arrêtera la punition, car il n'a toujours pas disputé la moindre minute lors des deux derniers matches après s'être excusé.



Serie A : L'AC Milan fixe un prix de vente ridicule pour Rafael Leão



Le club lombard cherche à se séparer de l'attaquant lusitanien et a fixé un prix de vente particulièrement bas.

Il y a quelques années seulement, Rafael Leão était un des joueurs offensifs les mieux cotés du Vieux Continent. On parlait même de transferts dépassant les 100 millions d'euros pour l'international lusitanien, convoité par les plus gros clubs européens. Mais aujourd'hui, le temps où tous les cadors

du continent s'arrachaient le Milanais paraît bien loin et il semble par exemple peu probable de voir le Bayern Munich, un temps très intéressé, revenir à la charge.

Entre pépins physiques et prestations très irrégulières, la cote du joueur formé au Sporting a chuté. Le site spécialisé Transfermarkt en est d'ailleurs la preuve. La valeur marchande du joueur de 26 ans a longtemps été de 90 millions d'euros, en

2023 et 2024 notamment, et elle est de «seulement» 65 millions d'euros aujourd'hui, et ce alors que la fin de son contrat reste relativement loin (juin 2028). Il y a aussi eu quelques soucis d'attitude qui ont fait parler de l'autre côté des Alpes et sa relation avec Massimiliano Allegri serait particulièrement mauvaise.

Disponible à prix cadeau

Tout autant de facteurs qui, comme l'indique le Corriere della

Sera, poussent l'AC Milan à se débarrasser de lui. Les Milanais ne le veulent plus dans leur équipe pour la saison prochaine et il va donc devoir se trouver un nouveau point de chute. Le prix du joueur qui a inscrit 9 buts et délivré 2 passes décisives en 23 rencontres de championnat cette saison aurait même été fixé à 50 millions d'euros par la direction lombarde. Un montant considérablement bas compte tenu de la grosse cote du joueur

jusqu'à il n'y a pas si longtemps. Jorge Mendes, qui travaille avec l'entourage du joueur, l'aurait déjà proposé à certains clubs, dont le FC Barcelone. Mais comme l'explique Sport, tout indique que les Catalans ne passeront pas à l'action, n'étant pas spécialement intéressés, préférant miser sur Marcus Rashford ou sur des profils plus jeunes. Les clubs cherchant à renforcer leur attaque cet été sont prévenus...



Elon Musk réclame 134 milliards de dollars à OpenAI mais promet de ne pas empocher un centime

Elon Musk a déposé un nouvel amendement contre OpenAI. Le milliardaire réclame désormais 134 milliards de dollars à Microsoft et à la structure dirigée par Sam Altman mais il s'engage à reverser l'intégralité du gain à la branche caritative de l'entreprise.

Elon Musk et ses avocats modifient leur stratégie judiciaire avant l'ouverture du procès prévue ce mois-ci. Le fondateur de xAI affirme qu'il ne souhaite pas s'enrichir personnellement grâce à ce litige. Marc Toberoff précise que son client veut uniquement protéger la mission d'intérêt public du laboratoire de recherche. Le plaignant accuse ses anciens partenaires d'avoir orchestré une escroquerie pour transformer une association caritative en un empire lucratif. Sam Altman rejette ces allégations car il y voit une campagne de harcèlement dictée par la jalousie commerciale de son ancien allié. Le duel entre les deux géants de la tech, promet donc, comme on vous l'annonçait

en janvier, explosif.

Les documents juridiques visent directement Sam Altman et Greg Brockman. Elon Musk souhaite leur départ du conseil d'administration et il demande aussi que les deux dirigeants transfèrent leurs parts financières vers la fondation originelle. OpenAI dénonce une campagne de harcèlement guidée par l'ego ou la volonté de freiner un concurrent.

Le piège financier pour évincer la direction actuelle

Elon Musk exige que Sam Altman et Greg Brockman cèdent la totalité de leurs parts financières à la fondation caritative OpenAI. Il demande aussi leur destitution immédiate du conseil d'administration parce qu'il juge leur gestion incompatible avec les statuts d'origine.

Le milliardaire veut annuler la restructuration commerciale de 2019 pour restaurer l'entité sans but lucratif. Il affirme que les dirigeants ont empoché des avantages personnels sur le dos des donateurs historiques. Marc

Toberoff soutient que cet amendement rétablit la vérité sur les intentions réelles de son client. Le plaignant dénonce les exonérations fiscales et la crédibilité morale dont a bénéficié la start-up durant ses premières années.

OpenAI riposte sur son compte X.com et prétend que ces demandes ne sont rien d'autre qu'une manœuvre désespérée pour freiner un concurrent plus performant.

L'arbitrage des autorités de régulation sur la concurrence

Les dirigeants d'OpenAI ont sollicité les procureurs généraux de Californie et du Delaware lundi dernier. Ils accusent Elon Musk de pratiques déloyales et demandent une enquête officielle sur ses agissements. Sam Altman soupçonne le patron de Tesla de manipuler la justice pour servir les intérêts de sa propre société d'IA. Or une enquête du New Yorker révèle qu'Elon Musk envisageait lui aussi un modèle lucratif pour le groupe dès l'année 2017.



Les autorités doivent maintenant déterminer si les critiques du milliardaire relèvent de la protection du bien public ou de la stratégie commerciale. La société OpenAI pèse désormais 852 milliards de dollars et prépare une introduction en bourse pour la fin de l'année. Le fondateur de SpaceX s'oppose violemment à l'influence de Microsoft sur le développement des modèles de langage. Les procureurs examinent les courriers de la start-up tandis que les deux

camps fourbissent leurs armes pour l'audience d'Oakland.

Le dénouement de cette affaire bousculera l'organisation interne de l'entreprise de San Francisco avant son arrivée sur les marchés financiers. Les investisseurs surveillent les décisions de justice car elles pourraient forcer OpenAI à abandonner ses structures privées. Elon Musk maintient son offensive médiatique pour prouver que son action sert l'humanité plutôt que son propre portefeuille.

Avec ces nouvelles fonctions, contribuer à Google Maps devient un jeu d'enfant

2026 est l'année du changement pour Google Maps. L'outil de navigation a modifié son logo en reprenant les couleurs de l'IA Gemini, lancé de nouvelles options pour les véhicules électriques, facilité le partage de position pour les utilisateurs et boosté son interactivité avec le bouton « Ask Maps ».

Google Maps n'oublie pas non ses contributeurs, qui enrichissent régulièrement la plateforme : plu-

sieurs nouveautés sont en cours de déploiement.

Google Maps compte plus de 500 millions de contributeurs. Afin de leur faciliter la vie, Google vient de déployer deux innovations. La première concerne les légendes : Gemini est désormais capable d'analyser les images versées par les contributeurs et de proposer des légendes (il est, bien sûr, possible dans un second temps de les

éditer ou de les supprimer). Cette option, accessible dans un premier temps en langue anglaise sur iOS, sera prochainement élargie à d'autres pays ainsi qu'à Android.

L'autre nouveauté concerne la suggestion de photos et de vidéos dans l'onglet « Contribuer ». Les utilisateurs qui autorisent Google Maps à accéder aux médias de leur téléphone pourront voir leurs prises de vue récentes apparaître

dans l'espace de contribution et les ajouter en un clic. La fonction, en cours de déploiement, sera disponible dans le monde entier en version iOS et Android.

Afin d'encourager les contributeurs, Google a aussi décidé de booster leur visibilité et de valoriser leur participation. Les utilisateurs pourront désormais consulter les points qu'ils accumulent dans l'onglet « Contribuer

» mais aussi avoir la satisfaction de voir leur niveau « Local Guide » mis en valeur dans leur compte : les plus actifs auront notamment droit à un joli profil doré. Google explique avoir également « mis à jour (les) badges de réussite pour que vous puissiez identifier en un coup d'œil votre expertise : chercheur d'informations chevronné, photographe confirmé ou novice prometteur. »

Le Core i5-14600K et sa fréquence boost de 5,3 GHz en fuite sur Cinebench

La communication d'Intel est toute entière tournée vers les processeurs Meteor Lake, mais Raptor Lake Refresh est pourtant sur le point de sortir.

Raptor Lake Refresh sera la dernière Intel à être nommée de la sorte, mais cette 14e génération laisse planer le doute quant à ses performances. Sur le papier en effet, les caractéristiques techniques des processeurs sont très proches de celles de leurs prédécesseurs.

Une proximité qui pousse certains à parler d'une gamme

pour « occuper le terrain » en attendant la véritable révolution, Arrow Lake, l'année prochaine. Une assertion que les premières mesures du Core i9-14900K sur Geekbench semblaient devoir confirmer.

Un Core i5 avec 14 cœurs/20 threads

Aujourd'hui, c'est le Petit Poucet de la bande des six – le Core i5-14600K – qui se fait la belle. Nos confrères de VideoCardz relaient effectivement des infos publiées par le site chinois ECSM.

Ce dernier semble avoir déjà un Core i5-14600K entre les mains

alors que la sortie ne doit pas intervenir avant la mi-octobre. Une « exclusivité » qui permet à ECSM de publier quantités d'informations et illustrations autour de ce processeur très attendu. Rappelons effectivement que les Core i5-1x600 ont toujours constitué des modèles très bien placés.

Comme le souligne ECSM, ce Core i5 est doté de 6 cœurs performants et 8 cœurs efficaces pour un total de 14 cœurs/20 threads. Il s'agit de la même configuration que le Core i5-13600K et la différence semble

devoir se limiter à la fréquence boost qui passe à 5,3 GHz (+200 MHz) sur le 14600K.

Jusqu'à + 18 % par rapport au 13600K

Notons toutefois que le processeur présenté par ECSM est identifié comme un échantillon d'ingénierie, il ne s'agit donc pas d'une version finale de la puce Intel. De plus, les performances mesurées ci-dessous peuvent avoir des contextes un peu différents.

MT: 24528 → 25270 (+ 3 %)

Cinebench 2024 :

ST: 115 → 124 (+ 8 %)

MT: 1255 → 1430 (+ 14 %)

CPU-Z :

ST: 819 → 868 (+ 6 %)

MT : 9847 → 10250 (+ 4 %)

Cette comparaison entre un Core i5-13600K et un Core i5-14600K donne tout de même une première idée des écarts avec des différences souvent subtiles. Toutefois, un plus net avantage est visible sur le benchmark le plus récent, Cinebench 2024. Un avantage à rapprocher du surcoût de 4 % que nous avons évoqué il y a quelques heures à peine.



Regards de femmes, voix du cinéma Alger célèbre une création plurielle et engagée



Sara Boueche



été distinguées la scénariste Chahinez Messaoudi et la réalisatrice Hadjer Sebata, illustrant la diversité et la richesse des parcours féminins dans le cinéma national.

Le coup d'envoi de cette manifestation s'est prolongé par la projection du film Nya, réalisé par Imen Ayadi, offrant au public une première immersion dans l'univers de cet événement.

S'étendant sur plusieurs jours, les Journées du cinéma de la femme proposent un programme riche comprenant projections, master-class et conférences. Conçues comme des espaces de dialogue et de transmission, ces rencontres visent à favoriser les échanges intergénérationnels et à ouvrir de nouvelles perspectives à une création cinématographique en constante mutation.

La Cinémathèque d'Alger a abrité, hier, le lancement officiel des Journées du cinéma de la femme, une manifestation d'envergure dédiée à la mise en lumière du regard féminin dans le septième art. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Adel Mekhalifa, qui a souligné, dans une allocution à forte portée symbolique, l'importance de cet événement dans le paysage

culturel national. Dans son intervention, le responsable a insisté sur le fait que ces journées dépassent le cadre d'une simple programmation cinématographique pour s'imposer comme un espace d'expression et de reconnaissance des femmes cinéastes. Selon lui, « le cinéma féminin ne saurait être réduit à une catégorie », mais constitue « une ouverture sur des univers humains profonds », capables

d'interroger avec acuité des thématiques majeures telles que l'identité, la liberté et la justice. À travers cette initiative, le Centre algérien de la cinématographie entend déconstruire les approches réductrices et réaffirmer la place centrale des femmes dans l'écosystème cinématographique. Loin d'être marginal, le cinéma porté par des créatrices s'impose aujourd'hui comme une force esthétique et narrative incontournable,

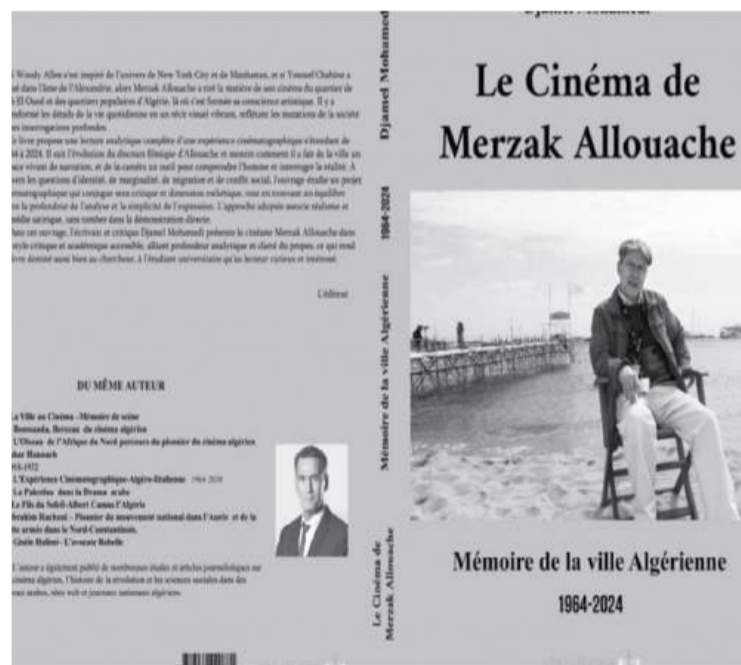
contribuant à l'émergence d'un langage cinématographique pluriel et profondément ancré dans les réalités sociales. La cérémonie d'ouverture a également été marquée par un moment de reconnaissance, rendant hommage à plusieurs figures féminines du cinéma algérien, dont Nadia Labidi, Bahia Rachedi, la regrettée Bayouna, ainsi que Lydia Larini, Nadia Talbi et Samira Hadj Djilani. Ont également

Merzak Allouache, chroniqueur de la ville algérienne Un ouvrage éclaire une œuvre majeure du cinéma national

Sara Boueche

La maison d'édition Mosaique Book annonce la parution prochaine d'un ouvrage de référence consacré au cinéaste Merzak Allouache, signé par l'écrivain et critique Djamel Mohamedi. Intitulé Le cinéma de Merzak Allouache Mémoire de la ville algérienne (1964-2024), ce livre propose une analyse approfondie d'un parcours artistique s'étendant sur plus de quatre décennies.

Au cœur de cette étude, la ville apparaît comme un espace structurant de l'imaginaire cinématographique d'Allouache. À travers une approche à la fois esthétique et sociologique, Mohamedi met en évidence la manière dont le cinéaste a su ériger l'espace urbain en véritable protagoniste, révélateur des mutations profondes de la



société algérienne.

Une lecture critique entre réalisme social et satire

Des quartiers populaires de Bab El Oued aux paysages

urbains plus étendus, l'œuvre d'Allouache se distingue par une attention constante aux dynamiques sociales et aux tensions de son époque. La caméra y devient un instrument

d'observation, mais aussi de questionnement, interrogeant les problématiques liées à l'identité, à la marginalité, à l'émigration ou encore aux fractures sociales.

L'ouvrage souligne également l'évolution du langage cinématographique du réalisateur, marqué par une articulation subtile entre réalisme et comédie satirique. Cette hybridation lui permet d'aborder des sujets sensibles avec distance et finesse, sans jamais renoncer à une exigence artistique rigoureuse.

Des films emblématiques tels que Omar Gatlatto, Bab El Oued City, Harraga ou encore Les Terrasses sont ainsi analysés comme autant d'étapes clés d'un parcours cohérent, témoignant d'une vision singulière et engagée du cinéma.

Une contribution à la recherche sur le cinéma

algérien

Dans son introduction, Mohamedi met en exergue le déficit d'études critiques consacrées à une œuvre pourtant centrale dans l'histoire du cinéma algérien. À ce titre, cet ouvrage se veut une contribution significative à la recherche académique et à la réflexion sur le septième art en Algérie.

Accessible tout en étant rigoureusement structuré, ce travail s'adresse aussi bien aux chercheurs et aux étudiants qu'au grand public. Au-delà de l'analyse filmique, il ouvre une réflexion plus large sur les rapports entre cinéma et société, ainsi que sur le rôle de l'image dans la compréhension du réel et des transformations contemporaines.



The Beatles

Des photos « oubliées » du groupe ont été exhumées avant les 60 ans de leurs concerts au Japon

Des rouleaux de négatifs de 1966 sont restés « stockés tels quels », recélant plus de 100 clichés

Pour leurs millions de fans, c'est un véritable trésor : la salle qui a accueilli les seuls concerts des Beatles au Japon a dévoilé des photos tombées dans l'oubli du légendaire groupe britannique, près de soixante ans après l'événement.

En 1966, au plus fort de la Beatlemania et alors que le quatuor était le groupe pop le plus célèbre au monde, les Beatles ont en effet donné cinq concerts d'été à Tokyo, devant des fans en délire. Puis, en 2009, plus de 100 photos prises pendant ces dates « ont été découvertes sur une étagère » dans un bureau

du Nippon Budokan, la salle de spectacle, a indiqué l'exploitant du lieu à l'AFP.

Des clichés totalement inédits Toutefois, les 19 rouleaux de négatifs, enveloppés dans du papier sur lequel il était indiqué qu'ils appartenaient au quotidien japonais Yomiuri Shimbun, sont restés « stockés tels quels » jusque très récemment, a expliqué l'exploitant dans un communiqué.

A l'approche du sixième anniversaire de leur tournée au Japon, l'exploitant de la salle a demandé à un expert des Beatles d'examiner les négatifs et « son évaluation a révélé que les photos ne semblent jamais avoir été publiées » dans les journaux ou d'autres médias.

Une valeur documentaire exceptionnelle

Parmi les photos publiées par la salle de concert figure notamment un cliché de John Lennon souriant à côté d'une poupée japonaise – probablement achetée lors d'une virée shopping expresse, a indiqué le quotidien Yomiuri Shimbun – qui ressemble à une figurine apparaissant sur la pochette de l'album de 1967 Sgt. Pepper's Lonely Hearts Club Band.

Le journal enquête pour savoir qui a pris les photos et pourquoi les négatifs ont été conservés au Nippon Budokan alors que leur emballage portait la mention « Salle des archives du Yomiuri Shimbun », a-t-il indiqué.



«Le Cri des gardes»

Isaach de Bankolé et Matt Dillon face à face dans un film en forme de tragédie antique signé Claire Denis

La réalisatrice revient en Afrique avec un huis clos brûlant qui raconte les déchirements d'un trio d'expatriés mis face à eux-mêmes par la détermination d'un homme réclamant justice.

Avec ce nouveau long-métrage, Claire Denis retrouve l'Afrique, au cœur de son œuvre cinématographique, et Isaach de Bankolé, qu'elle met pour la quatrième fois en scène, presque quarante ans après *Chocolat* (1988), leur première collaboration. En réalisant ce film, la cinéaste honore une promesse faite au dramaturge Bernard-Marie Koltès il y a plus de 30 ans, quelques semaines avant sa mort, d'adapter au cinéma sa pièce *Combat de nègre et de chiens*. Le *Cri des gardes*, avec Isaach de Bankolé et Matt Dillon sort dans les salles le 8 avril.

Afrique de l'Ouest, sur un gros chantier de travaux publics, planté au milieu de rien, des engins charrient une terre rouge, poussiéreuse. Dans des baraquements, ceints de barbelés, protégés par des gardes, vivent Horn, le patron, et Cal, le jeune ingénieur qui le seconde. Dans la nuit, ces vigies perchées sur des miradors s'interpellent dans

leur langue. Leurs cris résonnent comme des chants qui scandent le temps à coup de « Tout va bien », là où l'on sent déjà que rien ne va, et que ça ne va pas s'arranger. Un soir, Alboury, un homme du village voisin, s'approche des grilles et interpelle Horn. L'homme, élégamment vêtu, poli, est là pour qu'on lui rende la dépouille de son frère, mort sur le chantier. Horn parlemente. Il a d'autres plans pour la soirée. Léone, sa jeune épouse, est sur le point d'arriver...

«Parce qu'il réclame justice»

Deux femmes traversent cette histoire. La première incarne le deuil, silhouette enrubannée de noir, laissant apparaître un visage grave qui avance dans le vent et dépose sur la terre rouge une feuille de palmier. L'autre, Léone, comme tombée du ciel avec ses nuisettes et ses talons aiguilles, occupe l'espace de sa présence charnelle et décalée. Deux hommes blancs, Horn et Cal, deux hommes noirs, l'un vivant et l'autre mort, et un chien, réel ou imaginaire, complètent la partition de ce drame.

On comprend vite que la version officielle sur les circonstances de la disparition de Nouofia, le frère d'Alboury, est un mensonge, et que Cal n'est pas étranger à la mort de l'ouvrier. Horn tente de minimiser. Mais au fil de



la soirée, la détermination et le calme d'Alboury vont avoir raison de la raison des trois autres protagonistes, blancs, expatriés. Enfermés et agités comme des animaux en cage, Cal et Horn, Léone au milieu, se déchirent, sur fond de désir et de trahison. La clôture qui les sépare du monde dans lequel est confiné leur chantier apparaît comme la métaphore de leur enfermement dans une logique d'aveuglement. Aveuglement sur une réalité qu'ils ne veulent pas voir, coupés et indifférents du sort des gens qui vivent à côté de leur chantier, et aveuglement sur leur propre destin, bercés qu'ils sont par l'illusion d'exister en s'exilant loin de chez eux.

«Alboury est le moteur de la tragédie. En venant réclamer le corps de son frère comme dans la tragédie grecque, il remet en question les relations des trois Blancs de l'autre côté de la barrière. Pas parce qu'il est noir, mais parce qu'il réclame justice» explique Claire Denis.

La puissance du hors-champ Sur un scénario coécrit avec Suzanne Lindon, Claire Denis a choisi une forme qui sied à cette tragédie : unité de temps, et de lieu. Ces quelques heures nocturnes où se joue le drame se déroulent dans le huis clos du chantier, la nuit, hormis le trajet rocambolesque de Léone dans la voiture de Cal pour rejoindre son époux depuis l'aéroport.

«Il fallait quand même que le territoire africain existe en dehors du chantier la nuit. Il ne pouvait pas y avoir que des barbelés, il fallait aussi de la vie autour du chantier», explique Claire Denis dans la présentation du film.

Des projecteurs puissants éclairent les personnages, qui entrent et sortent de scène comme au théâtre. Le monde qui les entoure est plongé dans la nuit, allégorie d'un espace impossible à représenter, à la fois mystérieux, fascinant, inquiétant et impénétrable. Alboury, à la frontière des deux mondes pour réclamer justice, se tient dans le clair-obscur.



Les gourdes en aluminium sont-elles sans danger ?

Massivement adopté au milieu du XX^e siècle, l'aluminium s'est imposé dans nos cuisines pendant plusieurs décennies avant que des interrogations sanitaires n'émergent à partir des années 1970. La gourde en aluminium reste pourtant présente dans le commerce, et est notamment prisée pour son isothermie et sa légèreté. Présente-t-elle un risque ? Réponses de Cécile Vignal, enseignante et chercheuse à l'université de l'île et à l'INSERM, experte sur les effets santé de l'exposition orale à l'aluminium. Pour limiter la pollution plastique dont on connaît aujourd'hui les impacts sur la planète, les gourdes réutilisables s'affichent aujourd'hui comme la seule alternative éco-responsable. Au rayon gourdes, le choix est vaste, et chaque matériau soulève des questions spécifiques. Celles en aluminium sont pointées du doigt pour leur potentielle toxicité, mais restent largement commercialisées. Explications. **Qu'est-ce que l'aluminium et pourquoi peut-il être toxique pour l'homme ?**

L'aluminium est un métal naturellement présent dans l'environnement, très abondant dans la croûte terrestre. Léger, malléable et bon conducteur, il est largement utilisé dans l'industrie, notamment pour les emballages et les ustensiles alimentaires. Contrairement à une idée répandue, il n'est pas classé parmi les "métaux lourds" au sens strict, mais il fait partie des métaux potentiellement toxiques lorsqu'ils sont présents en quantité excessive dans l'organisme. Une fois absorbé, il peut s'accumuler dans certains tissus, notamment les os et le cerveau, et perturber différents processus cellulaires, en particulier en favorisant le stress oxydatif et en interférant avec certaines fonctions enzymatiques. Largement utilisé depuis plus d'un siècle, son usage atteint un pic dans les années 1950 à 1970 : batteries de cuisine, papier aluminium, barquettes alimentaires... il est omniprésent. À cette époque, les questions de migration ou de toxicité sont peu débattues dans le grand public. C'est à partir des années 80 que les premières interrogations émergent, notamment autour d'un possible lien entre aluminium et maladies neurodégénératives comme la



maladie d'Alzheimer. Il fait depuis l'objet de nombreuses études visant à établir les risques de migration dans les aliments et boissons.

Les gourdes ou bouteilles en aluminium sont-elles un bon choix ?

Les gourdes en aluminium aujourd'hui commercialisées en France ne présentent pas, en elles-mêmes, un risque majeur dans les conditions normales d'utilisation. La question principale porte donc moins sur l'aluminium que sur la nature et la résistance de ce revêtement. « Historiquement, certains de ces revêtements contenaient des résines époxy à base de bisphénol A (BPA), une substance aujourd'hui interdite en raison de son rôle de perturbateur endocrinien », explique la chercheuse. L'industrie a depuis développé des alternatives, comme le bisphénol S ou d'autres types de résines (polyester, polyamide). « Mais si ces substituts semblent, d'après les premières données, présenter une activité perturbatrice plus faible, ils restent encore peu documentés sur le long terme » relativise notre experte. Néanmoins, ces revêtements ne peuvent poser problème que lorsqu'ils s'altèrent et se rayent, avec deux risques possibles : soit qu'ils se retrouvent dans l'eau, soit qu'ils protègent moins efficacement du contact avec l'aluminium présent en dessous. Mais en pratique, le revêtement intérieur d'une gourde est relativement protégé des rayures car résistant et peu accessible. Elles peuvent donc a priori être utilisées sans inquiétude particulière, à condition de vérifier leur bon état et de privilégier des modèles

récents, fabriqués en Europe et certifiés sans BPA.

Gourdes en métal : quelle différence entre une gourde en aluminium et une gourde en acier inox ?

Longtemps star des gourdes réutilisables - surtout dans les rayons outdoor et randonnée - l'aluminium est aujourd'hui bien moins vendu que l'inox qui s'est imposé dans les rayons. La différence tient surtout à la nature du matériau et à la présence — ou non — d'un revêtement intérieur. La seule réserve des gourdes en inox concerne les personnes très allergiques au nickel, qui peuvent éventuellement mal tolérer le contact avec la gourde. Mais en pratique la part de nickel dans l'inox est très faible et très peu libéré dans les conditions normales d'usage, donc la plupart des personnes allergiques au nickel le tolèrent bien. Les gourdes en aluminium restent néanmoins une option sûre, à condition de veiller à leur bon état et de privilégier des modèles de qualité.

Eau, savon, lave-vaisselle : comment nettoyer une gourde en aluminium ?

L'entretien d'une gourde - quel que soit son matériau - demande un peu de précaution du fait de leur bouche étroite qui rend l'accès à l'intérieur difficile. Il est recommandé de la laver à la main avec de l'eau chaude et un liquide vaisselle doux, en utilisant si possible une brosse longue et souple conçue pour les bouteilles. Pour atteindre les recoins les plus étroits, il est possible d'ajouter du riz cru ou du gros sel à un peu d'eau et de secouer vigoureusement la gourde, afin de frotter l'intérieur sans abîmer le revêtement. L'utilisation de produits abrasifs, de brosses métalliques ou de

plus rapide du plastique. Sur le plan chimique, les inquiétudes ont longtemps porté sur des composés comme le bisphénol A, aujourd'hui largement interdit dans les contenants alimentaires en Europe. Il a été remplacé par d'autres substances (bisphénol S, F ou autres plastifiants), qui semblent moins actives mais restent moins bien documentées à long terme. À cela s'ajoute la question des microplastiques, ces particules microscopiques susceptibles de se détacher progressivement du matériau, notamment lorsque le plastique est usé. « La migration des microparticules de plastique existe et fait l'objet de nombreuses études. Il est difficile à ce jour de savoir quelle est l'ampleur du phénomène et quels sont les risques pour le consommateur » indique Mathilde Body-Malapel, chercheuse à l'INSERM et spécialisée dans l'étude des risques des microplastiques sur la santé humaine.

Comment se protéger de la toxicité de l'aluminium par voie orale ?

Ce qu'il faut retenir, c'est que les gourdes - comme les ustensiles de cuisine - en aluminium, restent une des sources d'exposition à l'aluminium par voie alimentaire les plus faibles à ce jour. Sont entre autres concernés : le E173, un colorant à base d'aluminium employé pour donner un aspect argenté à certaines confiseries, les sulfates d'aluminium (additifs E520 à E523) qui servent d'agent de texture, ou encore le E541 (phosphate acide de sodium et d'aluminium), utilisé comme agent levant dans certaines pâtisseries industrielles. Autre potentiel danger peu connu et pourtant courant dans nos cuisines : le papier d'aluminium. Deux éléments sont capables d'altérer le papier d'aluminium et de favoriser largement sa migration dans les aliments : le chauffage et l'acidité. « Une habitude très répandue à prohiber est donc par exemple : les papillotes de poisson au four, avec du citron et des tomates. Entre la température élevée et l'acidité, les risques de migration de l'aluminium dans le contenu de la papillote sont très élevés ! », alerte Cécile Vignal.



5 détails déco auxquels on ne pense pas pour agrandir une petite pièce

Dans un petit espace, chaque centimètre carré compte. Pour gagner en sensation de grandeur, les détails font toute la différence. Zoom sur ces astuces qui donnent l'illusion d'avoir poussé les murs.

Chercher à gagner en espace ou faire paraître une pièce bien plus grande est le quotidien de bon nombre d'entre nous. Que ce soit parce que l'on vit dans un studio, que le salon est trop étroit ou la cuisine trop exiguë, le manque d'espace est un problème courant. On cherche alors des solutions multiples afin de tromper les esprits et les sens. Bien évidemment, il existe des grands classiques qui nous permettent de redessiner le volume d'un lieu. Parmi les plus courants on peut citer :

Privilégier les teintes claires

Désencombrer

Ouvrir les perspectives

Mais au-delà de ces conseils de bon sens, il est parfois indispensable d'en faire plus.



AGRANDIR VISUELLEMENT UNE PIÈCE SANS TRAVAUX

La peinture peut nous aider en structurant une pièce différemment tout comme opter pour un papier peint adéquat. Bien choisi, un papier peint saura lui aussi agrandir un espace compact tout comme l'uniformisation des sols. Mais cela demande des travaux, ou a minima, une

certaine anticipation lors de l'aménagement. Par manque de temps, de budget limité ou que l'on soit locataire, il peut être complexe de se lancer dans un tel chantier. Ainsi, afin d'éviter tout ce stress, on a déniché des astuces malignes qui insuffleront instantanément une sensation de grandeur.

JOUER AVEC LA LUMINOSITÉ



Multiplier les sources lumineuses est essentiel pour sculpter un décor. La clarté, surtout issue de la lumière naturelle, est l'un des secrets pour donner l'impression d'avoir poussé les murs.

OSER LE MONOCHROME ENTRE MURS ET RIDEAUX

En évitant de trop forts contrastes entre les parois et les tentures, on obtiendra un effet boîte qui fluidifiera le regard. On privilégie également des rideaux longs, voire qui s'étirent

jusqu'au plafond, afin d'allonger visuellement la pièce.

ÉVITER DE SURCHARGER LES MURS

Exit le mur de cadres, les posters à foison ou même la multiplication d'étagères disparates. On opte pour une seule et unique œuvre au format généreux. De quoi retrouver grandeur et élégance en même temps.

Sommeil

Où éviter de placer un miroir si vous voulez bien dormir

Le miroir agrandit visuellement l'espace tout en embellissant nos intérieurs. Mais dans une chambre, son emplacement ne doit rien au hasard : sa position par rapport au lit pourrait bien influencer la qualité de votre sommeil. Explications.

Selon le Feng Shui, (un art Chinois ancestral dont les règles ont pour objectif d'harmoniser les énergies dans notre environnement), les miroirs ont la capacité de doubler et refléter l'énergie dans l'espace. Cette « énergie », nommée « Chi » en Feng shui, est l'énergie qui nous entoure au quotidien. Selon notre humeur où ce qu'il se passe dans une pièce, les murs, objets et miroirs se « chargent » de l'énergie ambiante. Ces flux énergétiques circulent donc, et peuvent nuire à notre sommeil, le rendant trop agité. La principale source d'augmentation des flux énergétiques dans une pièce reste les miroirs. Ces derniers reflètent, certes, notre image, mais aussi la lumière et le mouvement.

LE MIROIR DANS LA CHAMBRE, UNE MAUVAISE IDÉE ?

Nous ne nous en rendons peut-être pas compte et pourtant, comme



la lumière et le mouvement, le miroir, par le reflet de la glace, capte l'énergie ambiante. Les énergies sont donc reflétées, et décuplées. Un phénomène invisible, certes, mais qui peut agiter notre sommeil, et ce, surtout quand il se trouve dans une chambre. La pièce devient alors trop « active », et les personnes s'endormant l'esprit préoccupé risquent d'être encore plus stimulées si un miroir est à proximité!

LES TROIS

EMPLACEMENTS À ÉVITER

Sans doute avez-vous entendu parler de cette croyance : « tout miroir reflétant le lit ou la personne endormie capture ou perturbe l'énergie personnelle, et ce, jusqu'à provoquer des cauchemars ». Un principe clé du Feng Shui qui impose une règle : ne placez pas votre miroir face au lit. Cela renverrait sur vous-mêmes les potentielles énergies négatives accumulées de la journée. Un résultat contre-

productif, sachant que nous avons tendance à évacuer ces mauvaises ondes durant la nuit.

À proximité du lit, le miroir n'est pas non plus une bonne idée. Comme si une tierce personne était à côté de vous, vous ne développerez rien d'autre que de l'anxiété.

Enfin, dernier emplacement du miroir à éliminer dans la chambre : en face de la porte ou des fenêtres. Ce sont via ces ouvertures que circule l'air, que l'on se déplace, et bien sûr, que

les énergies traversent. Si l'on suit le principe de réflexion des miroirs, en placer un face à la porte ou la fenêtre de la chambre repousserait les énergies, dont les bonnes, vers l'extérieur. D'autant plus que ces « mouvements » augmenteraient l'agitation dans la pièce. Le sommeil demandant du calme et de la sérénité, ne prenez aucun risque.

L'EMPLACEMENT IDÉAL DU MIROIR DANS LA CHAMBRE

Pour éviter toute perturbation du sommeil (à moins de retirer le miroir de la chambre chaque soir avant de dormir), placez-le à l'intérieur de vos placards. Derrière les portes, une fois fermées, aucun risque que les énergies se diffusent trop dans la pièce. Sinon, pour tout de même décorer la pièce d'un miroir, choisissez de plus petites glaces. En veillant bien sûr à ce qu'elles ne soient pas en direction du lit, de la porte ou de la fenêtre. Si deux murs vierges se font face dans la chambre, sans lit, placez le miroir sur l'un d'eux peut être la solution !

Florent Pagny explique pourquoi il pense arrêter « The Voice »

Le chanteur de « Ma liberté de penser » est l'un des coaches de la première heure du programme de TF1

Est-ce bien la fin pour Florent Pagny et The Voice ? Alors que la quinzième saison du concours de chant continue de battre son plein, le chanteur de 64 ans semble encore indécis sur son départ de l'émission, qu'il avait annoncé l'an dernier en rejoignant le jury après seulement quelques absences au fil des ans depuis le lancement de l'émission en 2012. Plus tard, Florent Pagny a laissé entendre qu'il laisserait tout de même la porte ouverte à une participation à la saison 20 du programme. Mais alors qu'en est-il



vraiment ? Pour le chanteur de Savoir aimer, il s'agit seulement de ne pas être « radical » dans ses décisions, comme il l'a expliqué à Ouest France.

« **En phase** » avec soi-même « Je n'aime pas être radical. Donc je dis que j'arrête et que je reviendrai à la vingtième si le programme existe encore », a-t-il raisonné. « Il a des chances d'exister encore parce qu'il est vraiment beau ». Mais le père de famille, qui s'est battu ces dernières années contre un cancer du poumon, pense aussi au temps qui passe et à ses autres projets : « J'arrive à un âge où je me dis qu'il ne faut pas penser qu'on est éternel. Donc, si je veux pouvoir faire des choses que je repoussais

jusque-là, c'est maintenant que je dois les faire en réalité ».

Quoi qu'il en soit, il ne perd pas son « enthousiasme » à l'idée de rejoindre son fauteuil de coach. Un détail important pour l'artiste. « De toute façon, quand je perds mon enthousiasme, je ne viens pas. Il faut que je sois en phase avec moi-même. S'il faut tricher, je ne joue plus. Quand j'ai fait des pauses, c'est parce que je saturais », a-t-il tranché. « Et quand je reviens, c'est parce que je suis apte à y retourner. Il faut être sincère, honnête, sinon ça ne marche pas ».

Un grand festival londonien annulé après l'annonce de la participation de Kanye West



Le rappeur avait proposé de rencontrer la communauté juive du Royaume-Uni en réponse à la controverse de sa participation

Kanye West ne se produira finalement pas au Royaume-Uni cet été. Pire : le festival londonien Wireless, dont il devait être la tête d'affiche entre les 10 et 12 juillet, a annoncé son annulation après que le rappeur s'est vu refuser par le ministère de l'Intérieur britannique l'entrée au Royaume-Uni pour l'événement.

La participation de Kanye West, qui a essentiellement fait parler de lui ces dernières années pour

ses propos antisémites et racistes, ainsi que sa chanson à la gloire du dictateur Adolf Hitler qui avait mis en place l'holocauste, sortie l'an dernier, ou encore la mise en vente d'un t-shirt floqué d'une croix gammée, a provoqué une véritable polémique. Melvin Benn, le directeur général de Festival Republic - une filiale du groupe Live Nation, qui est propriétaire du Wireless Festival - avait invité les critiques de Ye à lui accorder « un peu de pardon ». Quelques heures plus tard, l'événement, qui venait de perdre plusieurs sponsors importants, dont Pepsi et PayPal, à cause de sa tête d'affiche, indiquait sur son

site Internet avoir été contraint à l'annulation « après que le ministère de l'Intérieur a interdit à YE d'entrer au Royaume-Uni ».

Proposition de « rencontre » De son côté, le rappeur, qui doit aussi se produire à Marseille cet été, avait proposé de rencontrer et d'« écouter » la communauté juive au Royaume-Uni, comme l'a rapporté la BBC. « Je sais que les mots ne sont pas assez », a reconnu celui qui a publié des excuses dans le Wall Street Journal en janvier pour ses propos antisémites, tout en mettant en avant ses troubles bipolaires.

Offset hospitalisé après avoir été la cible d'une fusillade en Floride



Deux personnes ont été arrêtées et la police poursuit son enquête sur l'affaire

Offset hospitalisé après avoir été la cible d'une fusillade en Floride

Offset a été victime d'une fusillade en Floride la nuit dernière. L'ancien membre du groupe de hip-hop Migos sortait du casino du Seminole Hard Rock Hotel Hollywood lorsqu'il a été blessé par balle, comme l'a confirmé un représentant à la presse. Le rappeur, de son vrai nom Kiari Kendrell Cephus, a ensuite été transporté à l'hôpital.

« Nous confirmons qu'Offset a été blessé par balle et qu'il se trouve actuellement à l'hôpital où il reçoit des soins médicaux », a déclaré le représentant de l'artiste de 34 ans, comme l'a rapporté Variety. « Son état est

stable et il est surveillé de près ». Le bureau du sheriff du comté de Seminole s'est aussi exprimé sur l'affaire, confirmant que deux personnes avaient été arrêtées.

« **L'enquête se poursuit** » « Nous avons été informés d'un incident s'étant produit dans un espace de voiturage après 19 heures lundi à l'extérieur du Seminole Hard Rock Hollywood et ayant causé des blessures non mortelles à une personne qui a été transportée à l'hôpital régional Memorial à Hollywood », ont-ils précisé. « La police de Seminole s'est immédiatement rendue sur place et la situation a été rapidement maîtrisée. Deux personnes ont été arrêtées par la police. L'enquête se poursuit. Le site est sécurisé et il n'y a pas de menace pour le public. Les

opérations se poursuivent normalement ».

Offset semble avoir échappé de peu au sort d'un autre ancien membre de Migos, Takeoff, de son vrai nom Kirsnick Khari Ball, qui a été tué par balles en novembre 2022 après une soirée à Houston, au Texas. Offset partage trois enfants avec la rappeuse Cardi B, Kulture, sept ans, Wave, quatre ans, et Blossom, un an, qu'il partage avec la rappeuse Cardi B. Il est aussi le père de trois autres enfants issus de précédentes relations, tandis que Cardi B a accueilli l'an dernier un garçon avec le joueur de football américain Stefon Diggs.

Annaba / Préparatifs de la saison estivale 2026 : Transformation de l'espace urbain en une véritable galerie d'art à ciel ouvert

AS.F
l'approche de la saison estivale, la ville d'Annaba se pare de nouvelles couleurs grâce à une initiative artistique portée par la jeunesse. Sous l'impulsion de la direction de la culture de la wilaya, les étudiants de l'École régionale des beaux-arts investissent les murs de la ville pour transformer l'espace urbain en une véritable galerie à ciel ouvert.

Dans plusieurs quartiers, les façades changent de visage et reflètent une dynamique culturelle en plein essor. À travers la réalisation de fresques murales inspirées du patrimoine local, de la nature ou encore de la mémoire collective, ces jeunes artistes redonnent



vie à des espaces parfois dégradés ou laissés à l'abandon.

Au-delà de leur dimension esthétique, ces œuvres instaurent un dialogue direct entre l'art et le citoyen, rendant la culture accessible à tous. Elles contribuent également à améliorer le cadre de vie et à insuffler une

identité visuelle renouvelée à certains quartiers.

Pour les étudiants, cette expérience représente une opportunité concrète de confronter leur savoir académique aux réalités du terrain. Elle leur permet de participer activement à la transformation de leur ville, tout en valorisant leur talent



dans un espace public ouvert et visible.

Cependant, la pérennité de ces initiatives reste un enjeu majeur. La préservation des fresques face aux dégradations, l'entretien régulier des sites ainsi que l'extension de ces projets à d'autres cités nécessitent une stratégie durable, appuyée

par des moyens adaptés et une implication citoyenne accrue.

À travers ces actions, Annaba affirme son ambition de renforcer son attractivité culturelle et touristique, faisant de l'art urbain un levier de valorisation du paysage urbain et un symbole de renouveau esthétique.

Tizi-Ouzou :

Plus de 12,6 millions de litres d'huile d'olive produits cette saison

Un volume total de plus de 12,6 millions de litres d'huile d'olive a été produit à Tizi-Ouzou au titre de la campagne oléicole 2025/2026, soit plus du double de la production de l'année dernière, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Le chef de service Organisation de la production et appui technique (OPAT) à la DSA, Nadir Boussa, a indiqué à l'APS qu'une production significative de 12.615.504 litres d'huile a été réalisée cette année. Ce volume a été produit suite à la trituration de 776.339 quintaux d'olives, a-t-il noté. Le rendement moyen en huile s'est établi à 16,25 litres par quintal de fruits, un résultat jugé moyen par rapport aux performances habituelles, alors que le rendement moyen en fruits est de 25,1 qx/ha selon le responsable.



La récolte des olives s'est effectuée sur une superficie en rapport (productive) de 31.138 ha du verger oléicole de la wilaya, lequel s'étend sur une superficie totale de 38.092 ha. Les 6.954 ha

restants n'étant pas encore entrés en production.

M. Boussa a précisé que cette saison a été marquée par un rendement en olives «exceptionnel» de 25,1 quintaux par hectare, bien

que la teneur en huile ait été affectée par les conditions climatiques, notamment un manque de précipitations durant la phase de lipogenèse (période durant laquelle l'arbre produit de l'huile dans

le fruit).

L'autre fait ayant marqué la récolte cette saison est les épisodes pluvieux qui ont engendré des retards, prolongeant la cueillette, a-t-il observé.

Durant la campagne écoulée (2024/2025), la wilaya de Tizi-Ouzou avait enregistré une production de plus de 5,5 millions de litres d'huile d'olive, rappelle-t-on.

Cette saison 2025/2026 marque donc une progression significative du volume global d'huile produit, porté par une récolte record de ce fruit qui a compensé le rendement moyen en huile.

A noter que la campagne a été caractérisée par la mise en service de quatre nouvelles huileries modernes acquises via des crédits d'investissement bonifiés par l'Etat, portant le parc total à 337 huileries, dont 126 unités à chaîne continue (huileries modernes).